

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE > FRANCIS BOULVA

PAGE A18

La Presse

cyberpresse.ca

Les bienfaits et les méfaits du jeûne

Cahier Santé, page C1

Spécialité mafia

Cahier Lectures, page B1

DEMAIN, LA PRESSE NE PARAÎT PAS. BON CONGÉ!

MONTREAL

DIMANCHE 20 MAI 2001

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

117^e ANNÉE > NO 207 > 58 PAGES > 4 CAHIERS

60 ¢ TAXES EN SUS

EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

L'Intifada

« quel qu'en soit le prix »

La Ligue arabe prête à couper les ponts avec Israël

d'après AP et AFP

NAPLOUSE, Cisjordanie — Au lendemain d'une des journées les plus meurtrières depuis le début de la nouvelle Intifada, Israël a repris hier ses raids aériens et maintenu sa pression militaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, suscitant l'indignation du président palestinien Yasser Arafat et du monde arabe.

M. Arafat a exprimé sa colère, avant une réunion ministérielle de la Ligue arabe au Caire, affirmant : « Des avions militaires sont utilisés contre nos villes. Le peuple palestinien ne cédera pas d'un pouce. » Il a évoqué une « bataille décisive pour la Palestine ».

La Ligue arabe s'est prononcée pour « la poursuite de l'Intifada quel qu'en soit le prix ». Dans un communiqué, elle a en outre recommandé aux Arabes « la cessation de tous contacts politiques avec Israël tant que l'agression et le blocus se poursuivent contre le peuple palestinien ».

Raanan Gissin, porte-parole du premier ministre israélien Ariel Sharon, a de son côté déploré cet appel « qui est un non-sens ».

Les violences se sont poursuivies hier avec la mort de trois Palestiniens et de nouveaux raids israéliens dans les territoires palestiniens.

Dix-neuf personnes, six Israéliens et 13 Palestiniens avaient trouvé la mort lors de la journée de vendredi, marquée par l'attentat-suicide du Hamas à Netanya, au nord de Tel Aviv, puis les représailles israéliennes, lors desquelles Tsahal a utilisé des chasseurs-bombardiers pour la première fois depuis la guerre israélo-arabe de 1967.

L'armée israélienne a tiré hier huit roquettes sur des locaux de Djenine (Cisjordanie) abritant les services de renseignement palestiniens et la Force 17, unité d'élite chargée de la protection de M. Arafat. À Toulkarem, les bombardements ont fait une trentaine de blessés, dont un grave. Trois bâtiments et sept véhicules ont été endommagés.

Dans la matinée, un policier palestinien avait été tué à un barrage routier près de Djenine, par des automobilistes qui ont ouvert le feu avant de s'enfuir en direction d'Israël. Un autre Palestinien a été tué

Voir INTIFADA en A2

La Croisette remballa ses affaires



Photo ÉRIC GAILLARD, Reuters ©

Le réalisateur taïwanais Hou Hsiao-Hsien en compagnie de la vedette de son film *Millenium Mambo*, Shu Qi.

« Avant, c'était mieux ! »

La folie des derniers jours s'estompée. Le 54^e Festival international du film se termine officiellement ce soir, mais plusieurs participants sont déjà partis. Alors que les armadas des grands de ce monde ont déjà levé l'ancre, la Croisette semble n'attendre qu'un signal pour remballer tranquillement ses affaires. Comme si elle ressentait l'urgent besoin de se refaire une beauté après avoir été horriblement maquillée par toutes ces affiches annonçant agressivement les prochaines séries Z américaines.

On peut la comprendre. Quand un gigantesque panneau renvoie l'image d'un Jean-Claude Van Damme assis dans la position du lotus devant un temple bouddhiste afin de vanter sa prochaine niaiserie *The Monk* (à l'évidence, ce sera très spirituel !), on comprend qu'il est temps que ça achève. Et qu'il se brasse ici des grosses affaires qui ont finalement peu à voir avec le grand cinéma.

Ce qui amène en outre une grande question existentielle : le grand cinéma existe-t-il encore ?

Vague. Bref, on joue à fond la carte de la nostalgie. Avec, pour résultat, que les festivals contemporains paraissent forcément plus pâles en comparaison.

Demandez à un festivalier d'expérience, il vous dira trois fois sur quatre avoir l'impression de voir cette année moins de monde (« 'mande pardon ? »), moins de belles fêtes, moins de stars, moins de bons films. Pour un peu, on croirait entendre le même vieux disque qui tourne au Festival des films du monde d'année en année. Mais n'ayez crainte, ces mêmes habitués seront aux premières loges l'an prochain. Et diront probablement alors que le cru 2001 était bien meilleur...

Une finale asiatique

Le grand livre d'histoire du Festival nous apprend que rien n'est joué avant que le dernier film de la compétition n'ait été présenté. Il serait toutefois étonnant que *Millenium Mambo*, nouveau film de Hou

Voir CROISSETTE en A2
Le carnet du Festival à lire en B7

AUJOURD'HUI

DANS LA PRESSE

Arts et spectacles

B6-B11

- télévision

B6, B7

À votre tour

A17

Bandes dessinées

C6

Bridge

C10

Consommation

A14

Décès

C11

Éditorial

A16

Êtes-vous observateur?

C7

Feuilleton

C6

Génies en herbe

B11

Horoscope

C10

La presse d'ailleurs

A13

Loteries

A8

Monde

A12

Mots croisés

C6

Mot mystère

C9

Petites annonces

C7

- immobilier

C7, C8

- marchandises

C8

- emplois

C8

- automobile

C8-C10

- affaires

C10

Politique

A8

Sciences

B12

Têtes d'affiche

C5

MÉTÉO

Voir S16

Généralement ensoleillé

Maximum 23 > minimum 11

6 21924 98765 1

Médecine de guerre, chirurgiens morts au combat

Depuis janvier 2000, deux cardi-chirurgiens québécois sont morts dans la force de l'âge. Préoccupés, leurs 39 collègues ont profité de l'occasion pour réfléchir de nouveau sur leurs conditions de travail. Des conditions pénibles, sou-tiennent les chirurgiens. Dans la deuxième partie de sa série sur la chirurgie cardiaque, *La Presse* tente aujourd'hui de saisir l'ampleur de leur désarroi.

Voir nos informations en A6

Et vogue la galère corse



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
LA PRESSE À PARIS

Mine de rien, une étape vient d'être franchie de manière irréversible à propos de la Corse, cette île de 250 000 habitants malade du terrorisme « nationaliste » depuis un quart de siècle...

Mercredi dernier, l'Assemblée nationale a accepté, fait inédit dans l'histoire, de rompre avec le dogme de l'indivisibilité absolue de la République. Et du coup a fait le grand saut dans le vide en pariant sur un véritable statut d'autonomie, dont personne ne peut dire aujourd'hui ce qu'il produira en pratique, mais sur lequel il sera désormais impossible de revenir en arrière.

Est-ce beaucoup ? Est-ce peu ? N'est-ce qu'un aboutissement ou bien au contraire le début d'un processus inexorable vers l'indépendance ? En tout cas, sous l'oeil attentif des leaders nationalistes radicaux (qui n'ont jamais désavoué le terrorisme, même meurtrier), les députés français ont massivement voté trois bouleversements majeurs.

Un : l'Assemblée de Corse aura le droit, « à titre expérimental » de déroger à certain-

nes dispositions législatives françaises, non précises, et « sous le contrôle du Parlement ». En attendant une forme définitive et une révision constitutionnelle en 2004. Deux : l'enseignement de la langue corse sera « généralisé » dans l'île et, de fait, obligatoire pour tous les enfants de parents. Trois : c'est à l'assemblée corse que reviendra désormais le classement des « sites remarquables », préservés de la spéculation immobilière.

Il y a deux façons de voir cette affaire, ou plutôt une multitude de scénarios désormais possibles allant de l'optimisme total au plus noir pessimisme.

Selon la version optimiste, on dira que la République a finalement fait preuve de bon sens et de pragmatisme après deux siècles de centralisme jacobin. Comme toutes les îles de la Méditerranée, la Corse a indéniablement une personnalité originale, et les Cor-ses ont un droit parfaitement légitime au

demande expresse des parents. Trois : c'est à l'assemblée corse que reviendra désormais le classement des « sites remarquables », préservés de la spéculation immobilière.

Il y a deux façons de voir cette affaire, ou plutôt une multitude de scénarios désormais possibles allant de l'optimisme total au plus noir pessimisme.

Selon la version optimiste, on dira que la République a finalement fait preuve de bon sens et de pragmatisme après deux siècles de centralisme jacobin. Comme toutes les îles de la Méditerranée, la Corse a indéniablement une personnalité originale, et les Cor-ses ont un droit parfaitement légitime au

Voir CORSE en A2

Un divorce à la Giuliani



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

À moins d'avoir passé la dernière semaine dans le cercle polaire, tous les New-Yorkais savent aujourd'hui que leur maire, Rudolph Giuliani, 56 ans, ne peut jouir sexuellement ni avec sa femme ni avec sa maîtresse, étant impuissant.

Il va sans dire que cette information ne revêt aucun intérêt public. Hélas ! trois fois hélas ! elle est devenue incontournable à New York. C'est Giuliani lui-même qui l'a voulu ainsi. Il y a huit ans, il s'est attaqué aux criminels avec la férocité d'un pit-bull. Aujourd'hui, à la fin de son deuxième et dernier mandat, il déploie la même agressivité pour divorcer d'avec sa femme. L'homme est sans pudeur, sans scrupule. Pour gagner sa cause, il est prêt à tout. À sa décharge, il faut dire qu'il lutte aussi contre le cancer de la prostate depuis un an. Son jugement en est peut-être affecté.

Chose certaine, New York n'a jamais rien vu de tel, et Dieu sait que la ville a assisté à des divorces spectaculaires : Woody Allen contre Mia Farrow, Donald Trump contre

Ivana (et ensuite Marla) Trump, Ron (Revlon) Perelman contre Patricia Duff, des gros noms, des belles femmes, de l'argent, des injures à la une des tabloids.

Le divorce de Giuliani est baroque depuis le début. L'an dernier, le maire a annoncé la fin de son mariage aux journalistes avant même d'en informer sa femme, Donna Hanover, 51 ans, mère de ses deux enfants, journaliste et actrice.

Blessée, Donna avait réagi en accusant Rudy de l'avoir trompée avec deux femmes, dont la directrice des communications de son administration. Et vlan ! Son intervention larmoyante, comme l'annonce précédente de son mari, avait été retransmise en direct à la télévision. Hallucinant.

Giuliani a toujours nié avoir eu une liaison avec sa porte-parole. Mais il ne s'est jamais gêné pour s'afficher en public avec sa « très bonne amie » Judi Nathan, 46 ans,

Voir GIULIANI en A2

MARDI DANS LA PRESSE

Ford Explorer 2002 Le meilleur est à venir

Le renouvellement de l'Explorer rend la direction de Ford nerveuse. On peut comprendre. D'abord ce véhicule est une véritable machine à sous pour le constructeur américain : bon an, mal an, quelque 400 000 exemplaires trouvent preneurs. Une refonte, c'est bien connu, comporte toujours une part de risque : la clientèle peut ne pas aimer. Ensuite, l'affaire Firestone, dans laquelle l'Explorer (l'ancien, pas le nouveau) a trempé, a soulevé beaucoup d'interrogations auprès du public. «Est-ce le véhicule ou les pneus?» Avec le nouvel Explorer, la direction de Ford a-t-elle ce qu'il faut pour nous convaincre et nous rassurer? Notre collaborateur Éric LeFrançois pense que oui à la condition d'attendre.

À lire mardi dans la section AUTO.



POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9 www.cyberpresse.ca		RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272 PROMOTION (514) 285-7100 COMPTABILITÉ (514) 285-6892 RECouvreMENT (514) 285-6900
RÉDACTION (514) 285-7070 Nouvelles générales general@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-6808 Éditorial, Forum edito@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-4816 Actuel actuel@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-6808 Auto, Mon toit, Santé Voyages aso@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-6972 Quoi faire aujourd'hui quoifaire@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-6808	Arts, Spectacles, Cinéma, Livres arts@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-4814 Économie econo@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-4809 Sports sports@lapresse.ca Télécopieur: (514) 350-4854 Têtes d'affiche denis.lavoie@lapresse.ca Télécopieur: (514) 285-6808	PUBLICITÉ Les petites annonces : (514) 285-7111 Télécopieur : (514) 848-6287 Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30 Décès et remerciements : (514) 285-6816 Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30 Détailants : (514) 285-6931 National et Télé-Plus : (514) 285-7306 Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320 ABONNEMENT (514) 285-6911 abonnement@lapresse.ca Par télécopieur : (514) 285-7039 Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30 Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS03692) Champlain N. Y. 12919-1518

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres : **9-7-0** À quatre chiffres : **9-7-7-3**

LOTO 6/49

07-08-18-29-34-44 Compl. : **37** Extra : **875754**

SUITES DE LA UNE

INTIFADA

Suite de la page A1

par balles à Naplouse, en Cisjordanie également, dans des affrontements avec l'armée israélienne, survenus après les funérailles de onze des Palestiniens tués la veille dans les bombardements, selon des témoins et des médecins.

Enfin, dans la bande de Gaza, un agriculteur a été tué par des militaires israéliens près du point de passage de Karni, selon des témoins palestiniens.

Par ailleurs, quatre obus de mortier ont été tirés hier sans faire de blessés vers l'implantation juive de Gahid dans la bande de Gaza. Un autre bombardement près de l'implantation n'a pas fait non plus de victimes. Et des tireurs palestiniens ont ouvert le feu depuis la ville de Beit Jalla, en Cisjordanie, sur des militaires israéliens qui gardaient un quartier de Jérusalem-Est. Les soldats ont répliqué, selon la police. Il n'y a pas eu de blessés.

« Un million de martyrs vont

marcher vers Jérusalem », ont scandé des dizaines de milliers de Palestiniens à Naplouse, en Cisjordanie, en défilant derrière des véhicules de police transportant les corps de onze victimes enveloppés dans des drapeaux.

« C'est une bataille décisive pour la Palestine », a déclaré Yasser Arafat au Caire. Le président de l'Autorité palestinienne était venu faire le point de la situation devant le comité ministériel de suivi de la Ligue arabe, qui a appelé les pays arabes à l'issue de la réunion à suspendre toute contact politique avec Israël tant que les violences contre les Palestiniens n'auraient pas cessé. On ignorait encore quel impact cet appel aurait sur les efforts engagés par Le Caire et Amman, à l'origine d'une initiative égypto-jordanienne destinée à mettre fin à la violence.

À son retour à Gaza, Arafat a répété que les Palestiniens ne céde-

raient pas devant l'armée israélienne. « Nous n'allons pas nous mettre à genoux devant les avions de chasse, les chars, les véhicules blindés ou les navires. »

Le ministre de l'Information palestinien, Yasser Abed Rabbo, a jugé à Naplouse que les États-Unis étaient « les principaux responsables de l'escalade de l'agression israélienne » contre le peuple palestinien. « L'attaque militaire israélienne d'hier ne se serait pas produite si elle n'avait pas été notifiée au préalable à l'administration américaine. »

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Shimon Pérès, a de son côté justifié les raids de la veille en assurant que l'État hébreu faisait toujours son possible pour parvenir à la paix, mais ne pouvait pas rester impassible face aux attaques. « S'il n'y avait pas d'attentats, il n'y aurait pas d'attaque israélienne », a-t-il expliqué.

Hsiao-Hsien, « le père de la nouvelle vague du cinéma taïwanais », figure en tête du palmarès ce soir. Cette chronique douce-amère sur l'amour et la jalousie possède certes quelques bons moments, de jolies idées de mise en scène, de même qu'une trame musicale techno redoutablement efficace, mais l'ensemble n'est pas assez bien maîtrisé, pas assez crédible pour vraiment soutenir l'intérêt.

Par contre, on trouve dans *De l'eau tiède sous un pont rouge*, le nouveau film de Shohei Imamura (deux fois d'or palmé à Cannes — *La Ballade de Narayama* en 1983 et *L'Anguille* en 1997) , une échappée bienvenue vers la fantaisie. Avec beaucoup de charme et d'humour, le cinéaste japonais porte ici à l'écran un roman surréaliste de Yo Henmi. Lequel raconte l'histoire d'un homme d'une quarantaine d'années, professionnel au chômage en instance de divorce, qui, sur les conseils d'un vieil ami pé-

cheur, part à la recherche d'un « trésor » enfoui quelque part dans une maison d'où l'on peut voir un pont rouge. Il y rencontre une femme étrange qui, lorsqu'elle éprouve du plaisir, inonde les environs d'une eau tiède qui jaillit de son corps. Le phénomène a des conséquences bizarres sur la vie des protagonistes, mais aussi sur l'environnement. Filmée avec intelligence, poésie et drôlerie (un marathonnier africain s'entraînant au Japon en profite pour déboulonner quelques clichés au passage), cette histoire témoigne de la jeunesse d'un cinéaste qui, à 74 ans, n'a pas encore fini de nous surprendre. Personne ne s'étonnerait de le retrouver au palmarès ce soir.

La Presse ne paraissant pas demain, nous vous donnons rendez-vous mardi pour le bilan. Sachez toutefois qu'une analyse des résultats sera disponible dès ce soir sur Internet (www.cyberpresse.ca).

CORSE

Suite de la page A1

self-government ; malgré tous les méfaits de l'Éducation nationale, la langue corse a parfaitement survécu et tous les Corses la parlent, ce qui n'est pas du tout le cas du breton ou de l'occitan. Et, finalement, c'est de manière tout à fait démocratique que les élus corses, toutes tendances confondues, ont approuvé à une majorité écrasante les « accords de Matignon » qui prévoyaient les réformes actuelles. Voilà donc une solution de compromis honorable, pour répondre à la fois au problème du sous-développement économique et du « malaise » nationaliste, qui nourrit depuis 1976 un terrorisme responsable de quelque 300 attentats par an en moyenne, et devenu meurtrier depuis une quinzaine d'années.

Il y a la version pessimiste, que soutient notamment l'ancien ministre socialiste Jean-Pierre Chevènement, qui a démissionné du gouvernement il y a un an, précisément sur cette question. Pour les adversaires de ces réformes, celles-ci équivalent à une reddition pure et simple aux mains des « nationalistes ». Or ceux-ci n'ont jamais obtenu plus de 20 % des voix à quelque scrutin que ce soit, et leurs résultats les situent en moyenne autour de 15 % — c'est dire que plus de 80 % des Corses, à tort ou à raison, ont toujours voté pour des candidats et des partis totalement hostiles aux nationalistes.

Que ces mêmes élus de l'Assemblée corse aient finalement plébiscité les accords de Matignon il y a un an ne change rien à cette imposture : d'une part on soupçonne ces élus d'avoir cédé, à la fois à la lassitude face au terrorisme, et à l'intimidation des clandestins, d'autre part ils n'avaient aucune légitimité pour le faire puisqu'ils s'étaient présentés aux élections sous un programme totalement différent.

On pourrait croire que l'enseignement « généralisé » du corse constitue une victoire « nationale » contre l'État français et que cela ravit les habitants de l'île. Rien de moins sûr. Hier soir, à la télé, le candidat (corse) à un jeu télévisé s'empressait de donner son opinion : « Oui, c'est ma langue maternelle, je la parle à l'occasion, mais son enseignement... c'est un problème... » Bref il y était hostile. Comme beaucoup d'insulaires. De l'avis des spécialistes, le corse, issu du génois, est une langue plus ou moins complète, principalement réservée aux échanges familiaux et locaux. Elle parle de la vie quotidienne, des activités de la chasse ou de l'agriculture. Même le journal nationaliste radical, *U Ribombu* est pour l'essentiel rédigé en français, de même que tous les discours des leaders nationalistes. Le corse est écrit, mais on trouve très peu de livres en corse. Résultat : beaucoup de parents n'ont aucune envie de voir leurs enfants contraints de pas-

ser trois ou quatre heures par semaine à cet apprentissage, pour des raisons strictement idéologiques. La loi qui vient d'être votée leur permettra de demander une dispense : quand on connaît la Corse, on sait que ceux qui feront cette demande seront montrés du doigt.

Quant à savoir ce que donnera ce pouvoir « dérogatoire » face aux lois françaises, nul ne sait. Verra-t-on un jour prochain l'Assemblée décider de réserver en priorité les emplois de fonctionnaires aux « Corses de souche » ? Ou leur imposer l'usage de la langue corse ? Ce serait dans la logique du projet nationaliste.

Autre problème concret : la politique d'aménagement et les permis de construire. Jusque-là protégé, le littoral corse peut être l'objet de toutes les convoitises. Comment les élus locaux d'une petite communauté de 250 000 habitants résisteront-ils aux tentations de l'argent, en particulier de l'argent sale des mafias méditerranéennes ?

Victoire pour la Corse ou abandon de la Corse par une France continentale excédée par cette île impossible qui engloutit environ 1,5 milliard de dollars de subventions annuelles, et où le tueur présumé du préfet Érignac — en 1998 — court toujours, sans doute dans le maquis ? La question est posée. Mais quand la réponse sera connue, il sera trop tard pour faire machine arrière.

GIULIANI

Suite de la page A1

directrice régionale des ventes chez Bristol-Myers Squibb.

Rudy a même invité Judi à assister à quelques événements publics à Gracie Mansion, la résidence officielle du maire de New York, où Donna vit encore avec les deux enfants du couple, âgés de 11 et 15 ans.

Ces visites ont mis Donna hors d'elle. Aussi, il y a deux semaines, elle s'est adressée à un juge pour interdire à Judi l'accès de Gracie Mansion, question de « protéger les enfants ».

Que non ! a répondu l'avocat de Giuliani, invoquant le caractère public de la résidence du maire de New York. Le représentant de Rudy a profité de l'occasion pour demander au juge d'imposer un baillon aux deux parties pendant la procédure de divorce, histoire de garder les journalistes en dehors de l'affaire.

Que non ! s'est insurgée Donna, invoquant le premier amendement de la Constitution, qui garantit la liberté d'expression. Le juge, non sans regret, lui a donné raison.

C'est là que Rudy s'est mis à mordre, par avocat interposé.

L'avocat de Giuliani, Raoul Felder, est lui-même un cas. Âgé de 66

ans, il a fait fortune en représentant des millionnaires et des milliardaires dans des causes de divorce. Il a le bagout d'un stand-up comic des Catskills, où les Juifs de New York allaient jadis relaxer et rigoler.

Et il n'hésite pas à jouer dur. Au cours des derniers jours, il l'a prouvé en traitant Donna de « mère irresponsable », en l'accusant de vouloir « détruire le maire » et en la pressant de quitter Gracie Mansion, où, craint-il, le prochain maire de New York risque de la retrouver « enchaînée au chandelier ».

« Get a life », a dit Felder à Donna, texto. Aux journalistes, il a ajouté : « Elle essaie de s'accrocher à un mariage qui est mort depuis des années. »

Les avocats de Donna ont été surpris par la véhémence de Felder, qui a multiplié les entrevues à la radio, à la télé, dans les journaux. Se croyant tenus de répliquer, ils ont reproché au maire de « parader avec sa maîtresse ».

Les tabloïds ont exulté. « DOWN AND DIRTY », a titré le *New York Post* en un samedi dernier.

Felder n'avait pas fini sa besogne « basse et sale ». Il voulait aussi que le public prenne Rudy en pitié.

Pour ce faire, il a laissé savoir aux tabloïds les détails les plus intimes de la vie sexuelle de son client.

Ainsi donc, Rudy est impuissant en raison des médicaments qu'il prend pour combattre son cancer. Il pourrait retrouver sa virilité après le traitement. En attendant, a noté un journaliste, le Viagra ne peut lui être d'aucun secours.

À la une, dimanche dernier, le *Daily News* a titré : « L'angoisse secrète de Rudy ». Un roman savon.

Dimanche dernier, c'était aussi la fête des Mères. Felder a sauté sur l'occasion pour noircir davantage le portrait de Donna, comparant la femme de son client « au petit gars qui tue son père et sa mère et se plaint ensuite d'être orphelin ». « Elle crie comme une truie coincée », a-t-il ajouté.

Assez ! disent sept New-Yorkais sur huit à Rudy et à son avocat, selon un sondage publié par le *Daily News*. Assez de saloperies !

Pete Hamill, le prince des tabloïds, a écrit : « À mes yeux, Rudy Giuliani, malgré tous ses défauts, est le plus grand maire de New York depuis Fiorello LaGuardia (1934-45), mais il semble être farouchement déterminé à ternir tout ce qu'il a fait. »

21 MAI / FÊTE DE DOLLARD

OUVERT

Bell (service à la clientèle)
Biodôme
Bourses américaines
Casino
Cosmodôme
Courts de tennis
Golf municipal
Grands magasins
Insectarium
Jardin botanique
Marché Bonsecours
Marchés publics
Planétarium
Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
Société des alcools du Québec
Terrains sportifs
Tour de Montréal

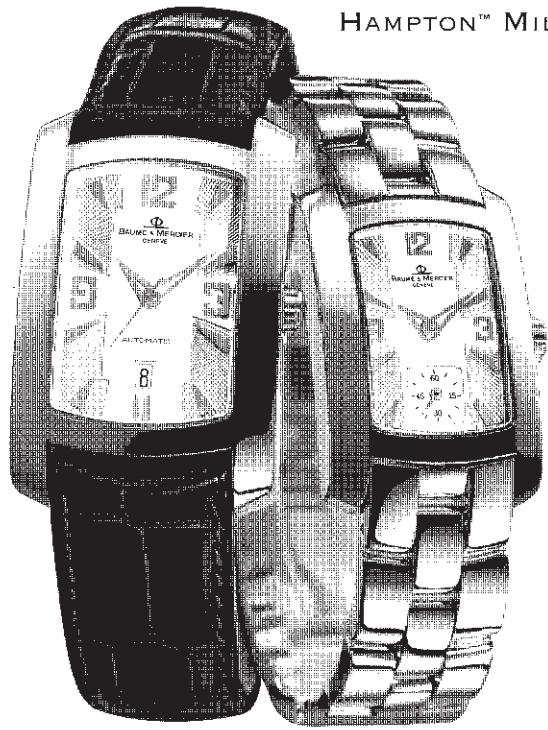
La collecte des ordures ménagères et la collecte de matières recyclables auront lieu lundi.

FERMÉ

Arénas
Banques
Bibliothèques
Bibliobus
Biosphère
Bourses canadiennes
Bureaux de la Ville de Montréal
Bureaux Accès Montréal
Caisses
Centre d'histoire de Montréal
Centre de loisirs (sauf: YMCA du Parc, Centre multi-ethnique Saint-Louis, du Chalet de la promenade Bellerive et du centre communautaire de la Rousselière qui seront ouverts)
Chapelle historique du Bon-Pasteur
Hydro-Québec (urgences: 1 800 790-2424)
Centre sportif du Parc olympique
Cour municipale
Loto-Québec
Maisons de la culture
Phonothèque
Piscines intérieures (sauf: Centre aquatique de Rivière-des-Prairies et du YMCA du Parc qui seront ouverts)
Postes Canada

BAUME & MERCIER

GENEVE • 1830



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

ACTUALITÉS

Un détaillant sur deux vend du tabac aux mineurs

KARINE TREMBLAY

Mauvaise note pour les détaillants du Québec. À travers tout le Canada, ce sont eux qui déjouent le plus souvent la loi en vendant du tabac à de jeunes mineurs : plus de la moitié sont à blâmer selon une enquête commandée par Santé Canada.

Les résultats de cette étude démontrent en effet que seulement 47 % des commerçants se conforment à la loi, ce qui constitue une nette régression par rapport à 1999, où la proportion de détaillants québécois refusant de vendre des cigarettes aux jeunes de moins de 18 ans était de 65 %.

« C'est un résultat catastrophique. On ne parle pas de chocolats ou de bonbons, mais de cigarettes, un produit toxique qui entraîne une dépendance et des problèmes de santé. Qu'un détaillant sur deux n'hésite pas à en vendre à des jeunes qui n'ont parfois que neuf ou dix ans est très préoccupant », commente le porte-parole de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, Louis Gauvin.

Selon ce dernier, il y a urgence d'agir pour le gouvernement québécois.

« Il n'y a pas de solution miracle, mais si Québec appliquait lui-même le volet de la législation qui interdit la vente de tabac aux mineurs plutôt que de le laisser aux mains du fédéral, il pourrait, en vertu de la Loi sur la taxe de vente au Québec, imposer des sanctions plus sévères et même aller jusqu'à retirer les permis de vente du tabac aux détaillants contrevenants. »

Actuellement, selon les dispositions prévues par la Loi sur le tabac du gouvernement fédéral, les commerçants qui se font pincer à vendre illégalement des cigarettes aux mineurs n'écopent que d'une amende, un moyen dissuasif apparemment insuffisant.

« L'ensemble des contraventions émises au Québec en 2000 n'atteint pas 400 000 \$, alors que les profits que font les détaillants québécois avec la vente de cigarettes aux mineurs totalisent près de huit millions. Le calcul est facile : l'argent que font les commerçants avec les cigarettes qu'ils vendent aux jeunes dépasse de loin l'amende qu'ils risquent de recevoir », explique M. Gauvin.

Selon ce dernier, pour renverser la vapeur, il faudrait que le gouvernement québécois demande un transfert d'argent et d'expertise au fédéral afin de pouvoir régir lui-même tous les aspects de la vente de tabac. Les sanctions que prévoit la législation québécoise vont jusqu'à une suspension de 12 mois du permis de vente du tabac, dans le cas d'une troisième récidive.

Au Nouveau-Brunswick, dit M. Gauvin, la province a pris le problème en main et le taux de détaillants refusant de vendre du tabac aux mineurs est passé de 42 % en 1999 à près de 73 % l'année suivante.

Dans le reste du Canada, la moyenne des commerçants respectant l'interdiction de vendre des cigarettes aux mineurs est de 70 %.

À l'échelle provinciale, c'est dans la ville de Québec que le problème est le plus préoccupant, puisque seulement 18,5 % des détaillants se conforment à la législation. À Montréal, les commerçants sont respectueux de la loi dans une proportion de 63 %.

Un ex-joueur veut intenter un recours collectif contre Loto-Québec

KARINE TREMBLAY

Nouvel élément dans le débat sur les appareils de loterie vidéo : un recours collectif au nom des joueurs pathologiques pourrait bien être intenté contre Loto-Québec. Une requête en ce sens a en effet été déposée vendredi à la Cour supérieure et sera entendue le 14 juin prochain.

S'il est autorisé, ce recours pourrait rejoindre entre 25 000 et 50 000 personnes médicalement diagnostiquées comme joueurs pathologiques, estiment les avocats Roger Garneau et Jean-Paul Michaud, du cabinet Garneau, Verdon, Michaud de Québec. Ceux-ci pilotent le dossier pour leur client, l'avocat Jean Brochu, qui a sombré dans les déboires du jeu entre 1993 et 1999.

« Pendant six ans, notre client s'est enlisé en jouant sur des machines de loterie vidéo sans jamais être informé des dangers du jeu compulsif. Le gouvernement con-

naissait pourtant les problèmes sociaux que le jeu pouvait entraîner, mais jusqu'à 1999, il a laissé planer un silence de plomb sur cette question », affirme M^e Michaud.

C'est cette absence d'information et de mises en garde sur l'utilisation des appareils de loterie vidéo qui est reprochée à Loto-Québec.

« Depuis 1980, le jeu pathologique est reconnu comme une maladie au même titre que l'alcoolisme. Le gouvernement a une responsabilité sociale envers ses citoyens. Quand l'État lui-même gère les loteries vidéo mais qu'il ne fait pas les mises en garde qui s'imposent, il y a un problème, tranche M^e Jean-Paul Michaud.

« Si les gens avaient été informés du danger du jeu compulsif, poursuit-il, ils pourraient aujourd'hui dire qu'ils agissaient en connaissance de cause. Mais ce n'était pas le cas. Aujourd'hui, on veut que l'État prenne ses responsabilités face à la situation qu'il a créée. »

Le recours collectif, s'il est consenti, ne s'attaquera pas aux sommes déboursées par les adeptes du jeu. Il réclamera plutôt le remboursement des frais encourus par les joueurs compulsifs pour soigner

Photo PC
Jean-Paul Michaud

leur maladie. En tenant compte des frais médicaux et thérapeutiques ainsi que des honoraires professionnels pour conserver leur emploi que les joueurs pathologiques ont dû assumer, les montants récla-

més pourraient atteindre 5000 \$ par personne. Une somme jugée modérée par M^e Michaud.

Selon ce calcul, et tout dépendant du nombre de personnes qui se joindraient au recours collectif, Loto-Québec pourrait se voir réclamer une somme totale variant entre 125 et 250 millions.

« Pour chacun des joueurs visés, les montants octroyés seraient symboliques ; 5000 \$, ce n'est rien comparativement à tout ce que mon client, M. Brochu, a perdu », souligne M^e Michaud.

Avocat depuis 1977, Jean Brochu a été radié du barreau du Québec en juin 2000, après avoir fraudé de 50 000 \$ le syndicat de l'Aide juri-

dique, duquel il était trésorier, pour pouvoir continuer à jouer alors qu'il avait déjà perdu tous ses biens. Il a réintégré son poste au moins de septembre suivant, après qu'il eut prouvé qu'il souffrait de jeu compulsif. Depuis, il a suivi une thérapie et il est toujours membre d'un groupe de joueurs anonymes. En avril, déjà, il avait adressé une lettre à la protectrice du citoyen afin que Loto-Québec adopte des mesures concrètes pour venir en aide aux victimes du jeu.

Trouble psychiatrique reconnu depuis 1980 seulement, le jeu pathologique est défini, par l'Association américaine de psychiatrie, comme une « perte de maîtrise continue ou périodique face au jeu ». Il est au cœur de plusieurs débats au Québec depuis que, le 28 avril dernier, un joueur compulsif désespéré s'est enlevé la vie dans le stationnement du Casino de Montréal.

Cette requête de recours collectif survient par ailleurs quelques jours après que le premier ministre Bernard Landry eut annoncé qu'il était prêt à priver les coffres de l'État d'une partie des 553 millions générés par l'industrie du jeu au Québec.

La Ronde inaugure sa saison

RAYMOND GERVAIS

LE PARC D'ATTRACTIONS de La Ronde, tel qu'on le connaît depuis 35 ans, a ouvert ses portes hier matin à 10 h pour la dernière fois. Quelques centaines de jeunes gens, de jeunes adolescents pour la majorité, attendaient fébrilement l'ouverture des tourniquets pour courir jusqu'à leurs manèges préférés.

Propriété de la compagnie américaine Six Flags depuis peu, une firme qui se spécialise dans la création de parcs d'attractions thématiques d'envergure mondiale, La Ronde fera progressivement peau neuve au cours des cinq prochaines années. La compagnie prévoit investir 90 millions d'ici cinq ans, peut-être plus pour faire de La Ronde un véritable parc de « destination », contrairement au parc régional qu'elle représente actuellement.

L'an dernier et depuis plus de cinq ans, l'achalandage de La Ronde est stagnant avec une moyenne de 1,2 million de visiteurs. Le chiffre inclus les soirées de feux d'artifice ainsi que les soirées de spectacles au Jardin des Étoiles et au *Saloon* du Fort Edmon-ton.

Selon Pierre Bélanger, directeur du marketing pour La Ronde chez Six Flags, ces soirées spéciales représentent de 10 % à 12 % de la clientèle, soit de 150 000 à 180 000 visiteurs, les manèges du parc ne réussissent à attirer qu'un peu plus d'un million de personnes.

Six Flags désire d'ici cinq ans, faire passer ce chiffre à 1,5 million de visiteurs pour éventuellement atteindre 2 millions de visiteurs. Chiffre réaliste, selon M. Bélanger, puisque la nouvelle Ronde présentera un parc rajeuni qui non seulement nous ramènera aux beaux jours de l'Expo 67, mais qui offrira à sa clientèle de nouveaux manèges à sensations fortes à l'intérieur de thèmes particuliers. Tout le monde y trouvera alors son compte.

« Mais il ne faut pas oublier que la saison est courte et que présentement, La Ronde n'est ouverte que durant 96 jours. Deux millions de visiteurs c'est beaucoup de monde », a précisé M. Bélanger.

Les travaux de construction débiteront dès la fermeture de La Ronde à la fin de la présente saison. Six Flags, qui est reconnue non seulement aux États-Unis mais en Europe pour la qualité de ses parcs thématiques, projette d'aller chercher la clientèle hors Québec, tant des États de la Nouvelle-Angleterre que de l'Ontario et des au-



Photo ANDRÉ FORGET, La Presse ©

Un été à l'eau : la pitoune a beau dater du temps de l'Expo 67, ce manège est toujours aussi populaire.

tres provinces. Six Flags vise aussi sur la réputation de Montréal pour attirer des visiteurs.

« Il faut être réaliste, pour que La Ronde fonctionne, il faut avoir quelque chose à offrir et présentement, on ne l'a pas. On l'a déjà eu il y a 25 ans, mais on ne l'a plus. Six Flags a déjà des idées et des plans sont faits, mais la compagnie désire observer cet été ce qui se passe et prendre le pouls des Québécois avant de concrétiser ses différents projets. On ne veut pas se tromper, on désire réaliser un parc d'attractions qui saura répondre au

goût des Montréalais et des visiteurs », a ajouté M. Bélanger.

Pour l'an prochain, l'entrée de La Ronde sera complètement modifiée. Six Flags a déjà présenté une maquette sur laquelle on peut voir un portail ressemblant à l'hôtel de ville de Montréal.

Une ombre au tableau existe cependant : la réfection du tablier du pont Jacques-Cartier qui s'échelonnait sur deux ans.

M. Bélanger a précisé que Six Flags tente présentement d'évaluer l'impact des travaux sur l'achalandage du parc d'attractions. La saison qui s'amorce devrait fournir

des indices précieux à la compagnie et déterminer dans quelle mesure le nouveau propriétaire du site ira de l'avant avec son projet pour l'an prochain.

Sans vouloir s'avancer sur l'impact de l'achat de La Ronde que pourrait avoir sur les quelque 2000 employés saisonniers et sur les concessions, M. Bélanger a précisé que pour le moment, ça ne changeait rien.

La Ronde est ouverte les week-ends seulement jusqu'au 31 mai puis, tous les jours jusqu'au 16 août (renseignements : 514 872-4537, 800 797-4537).

Soyez de la course !

Regardez le Grand Prix de Monaco les 26 et 27 mai et vous pourriez assister prochainement au Grand Prix Air Canada. Pour être de la course, remplissez le bon de participation du concours Pole Position Air Canada dans La Presse du vendredi 25 ou du samedi 26 mai ou visitez cyberpresse.ca.





Photo ANDRÉ FORGET, La Presse ©

Quels types de projets la Ville a-t-elle en tête pour les terrains qu'elle possède dans le quadrilatère délimité par les rues Anderson et Jeanne-Mance entre René-Lévesque et de la Gauchetière ?

Le spectre de l'îlot Overdale plane sur la Coop Anderson

JUDITH LACHAPELLE

YVAN MICHAUD et Anthony Szyrkarski ont eu toute une surprise en consultant récemment le site Internet de la Société de développement de Montréal (SDM). Sur la page des sites à développer se trouvait le quadrilatère où sont situés les trois bâtiments de la Coopérative d'habitation Anderson qu'ils gèrent et habitent. Que compte y faire la Ville ? Ils n'en ont aucune idée.

Les trois immeubles qui forment la Coop Anderson sont situés dans l'îlot du même nom, délimité par les rues Anderson et Jeanne-Mance entre René-Lévesque et de la Gauchetière, en plein « quartier international » du centre-ville de Montréal. Par la fenêtre de l'appartement que le couple occupe rue de la Gauchetière, on voit le chantier du Palais des congrès. Les immeubles ont été construits il y a

130 ans. La Ville de Montréal a acheté les 18 logements dans les années 1980, les a rénovés puis en a confié la gérance à la Coop Anderson. La Ville de Montréal et la SDM possèdent la majorité des terrains situés dans l'îlot. Ceux qui ne sont pas occupés par la Coop ou par des propriétaires privés sont actuellement loués pour des stationnements.

Selon ce qui est écrit sur le site de la SDM, les terrains de l'îlot Anderson sont à l'étude pour appel public depuis l'automne dernier. L'îlot est zoné résidentiel et commercial et il est précisé que la hauteur des bâtiments ne doit pas excéder 16 mètres.

Qu'arrivera-t-il de la Coop ? Yvan Michaud et Anthony Szyrkarski ne s'opposent pas à un aménagement des terrains avoisinant leurs logements - surtout s'il s'agit de résidences - mais aimeraient bien que la Ville les renseigne sur

les projets qu'elle mijote. Sur le plan diffusé sur le site Internet, la Coop est bien là, entourée d'immeubles qui pourraient être construits autour d'elle. Mais on ne sait jamais, dit le couple, la survie de la Coop n'est pas coulée dans le béton. D'autant plus qu'ils ont constaté que la convention de gérance que la Coop a signé avec la Ville doit prendre fin le 31 décembre 2001...

« On ne se fait pas d'illusions, on ne se dit pas que la Ville ne fera jamais disparaître la Coop, ça s'est déjà vu », dit Anthony Szyrkarski. En 1988, la Ville avait chassé plus de 70 locataires de l'îlot Overdale et avait rasé les logements... avant que le projet de tour à condos devant s'y construire ne tombe à l'eau. Le terrain est devenu un stationnement.

Que pourrait-il arriver à l'îlot Anderson ? M. Szyrkarski craint carrément que la Ville ne rase les

maisons centenaires si jamais elle avait une offre alléchante pour occuper ce terrain convoité. « On n'a pas de statut officiel historique, on n'est pas protégé. » Yvan Michaud est moins pessimiste, mais croit que la Ville pourrait dissoudre la Coop et transformer les bâtiments en immeubles à revenus ou en condos. La majorité des locataires qui habitent la coopérative, indique Yvan Michaud, n'aurait alors plus les moyens d'y habiter.

Le conseiller municipal du district Saint-Jacques, Sammy Forcillo, alerté par les résidents de la Coop, croit qu'ils ont raison de se poser des questions et compte demander des explications aux autorités municipales. « Je n'ai rien contre la construction en autant que ça ne pose pas de problème à la Coop. Il faut que la Ville soit capable de préserver la population qui a le courage de vivre au centre-ville. »

L'anarchie passe au salon

JUDITH LACHAPELLE

CHOMSKY, Pannekoek, Kropotkine, Baillargeon, Bové... Leurs bouquins se sont envolés à l'occasion du deuxième Salon du livre anarchiste qui se tenait hier à Montréal. La salle communautaire était bondée et le salon s'est poursuivi sans façon rue Beaudry, où les visiteurs partageaient leurs trouvailles au soleil.

Les idées anarchistes suscitent beaucoup d'intérêt, constataient encore une fois hier le collectif d'organisation du Salon du livre 2001. « Il y a des gens de tous les âges, des adultes, des ados, des parents avec leurs jeunes enfants », a expliqué Mathieu Houle, au kiosque des Éditions et diffusion l'aide mutuelle (EDAM). Fondée en 1993, la maison d'édition sans but lucratif édite surtout des brochures, dont le manifeste du Club compassion qui demande la légalisation de la marijuana à des fins thérapeutiques.

S'ils avaient à choisir un titre parmi les brochures, magazines et livres étalés sur les tables, quel serait leur choix ? Mathieu Houle réfléchit un moment. « Je dirais *L'État*, ou encore *Interrogation sur l'autogestion*, deux livres publiés à l'Atelier de création libertaire, dit-il. Parce que, pour une fois, on explique et on fait la critique de l'autogestion. C'est aussi plus pratique que théorique. » À ses côtés, Sylvain choisi *Les Conseils ouvriers* d'Anton Pannekoek. Jaggi Singh, lui aussi dans le collectif d'organisation, cite l'anthologie historique du mouvement anarchiste *Ni Dieu Ni maître*, de Daniel Guérin. Au kiosque d'Ecosociété, Pierre Gingras suggère *Entre nous*, de Marcia Nozick, qui propose des exemples concrets de solidarité communautaire. Marie-Ève Lamy a dévoré Pierre Kropotkine, prince anarchiste de George Woodcock et Ivan Avakumovic sur la vie du militant anarchiste et historien du mouvement ouvrier international.

Devant le succès qu'obtient cette deuxième édition, faudra-t-il penser à trouver une autre salle pour le Salon de 2002 ? Jaggi Singh hésite. « On aime la salle ici, on est dans un quartier populaire. On ne se voit vraiment pas au Palais des congrès ! »

EN BREF

Rave annulé

LE PARTY Rave Swirl qui devait se tenir ce soir à compter de 21 h au Stade olympique jusqu'à lundi matin, a été annulé. La Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec, a refusé vendredi d'accorder une extension du permis d'alcool après 3 h du matin aux Productions 514, qui organisent l'événement. Les détenteurs de billets peuvent obtenir un remboursement, ou conserver leurs billets pour un prochain événement organisé par les Productions 514. Les modalités des remboursements seront dévoilées jeudi. La police de la CUM demande aux amateurs de Rave de ne pas se présenter ce soir au Stade olympique.

Pont fermé

LE PONT Jacques-Cartier sera fermé à compter de 6 h 30 ce matin afin de permettre le départ du Festival de la santé. Le pont sera rouvert vers 10 h 15. Plusieurs rues seront aussi fermées à la circulation automobile jusque vers 14 h 30.

BRAVO!

VOUS VENEZ DE FAIRE TOUTE UNE DÉCOUVERTE!

DE SÉRIE :

- MOTEUR 16 SOUPAPES DE 2,4 LITRES
- CLIMATISEUR SANS CFC
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE ÉLECTRONIQUE À 4 RAPPORTS
- RADIO STÉRÉO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- DEUX COUSSINS GONFLABLES (PUISSANCE DE DÉPLOIEMENT RÉDUITE) AVEC SYSTÈME DE DÉTECTION DE PRÉSENCE DU PASSAGER
- GLACES ET VERROUILLAGE ÉLECTRIQUES
- ET BEAUCOUP PLUS!

POUR SEULEMENT 20 \$ DE PLUS PAR MOIS, LA SONATA GL V6 VOUS OFFRE :

- MOTEUR V6 DE 2,5 LITRES
- FREINS À DISQUE ASSISTÉS AUX 4 ROUES
- PHARES ANTIBROUILLARDS
- ROUES DE 15 PO EN ALLIAGE

SONATA GL 2001

À PARTIR DE

229\$*

PAR MOIS / 48 MOIS
PDSF 20 495 \$

FINANCEMENT

0%

DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS



XG300 2001

À PARTIR DE

365\$**

PAR MOIS / 48 MOIS
PDSF 31 995 \$

FINANCEMENT

4,8%

DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

DE SÉRIE :

- MOTEUR V6 DE 3 LITRES
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS AVEC MODE SHIFTRONIC
- FREINS ANTIBLOCCAGE ABS
- ANTIPATINAGE
- DEUX COUSSINS GONFLABLES FRONTAUX ET LATÉRAUX (PUISSANCE DE DÉPLOIEMENT RÉDUITE)
- SELLERIE EN CUIR
- TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE
- RADIO STÉRÉO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- RÉGLAGE AUTOMATIQUE DE LA TEMPÉRATURE
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- GLACES, VERROUILLAGE ET RÉTROVISEURS DÉGIVRANTS À COMMANDES ÉLECTRIQUES
- ET BEAUCOUP PLUS!

GARANTIE 5 ANS
L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage



Photos à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2001 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 992 \$ 1 995 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. **Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la XG300 2001 à partir de 365 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 17 520 \$ 4 495 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 4,8 % jusqu'à 48 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2001. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 mai 2001.

LES PARTENAIRES HYUNDAI

HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

VOTRE CHIEN BOITE ?

La Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal est à la recherche de chiens adultes de plus de 20 kg souffrant d'ostéo-arthrose pour effectuer une étude clinique sur un agent naturel à 100% pour le traitement de l'ostéo-arthrose canine.

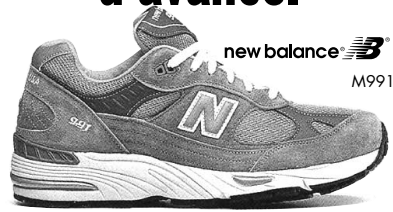
Votre participation vous permettra d'obtenir des examens orthopédiques complets, des analyses sanguines, radiographies ainsi qu'une médication pour votre animal.

Cette étude est **SANS FRAIS** et ne nécessite que trois déplacements. Une rémunération de 100\$ sera offerte aux candidats inclus.

2960467

Veuillez communiquer avec : **M. Maxim Moreau**
(514) 345-8521, ou (450) 778-8111

Une largeur d'avance.



new balance **N** M991

2A B D 2E 4E

DES LARGEURS POUR SATISFAIRE TOUS VOS BESOINS, POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE À L'AMIE.

Spécialiste de chaussures athlétiques depuis 1985

boutique



endurance
endurance.montrealplus.ca
Métro Beaubien / Stationnement disponible

6579, rue Saint-Denis, Montréal (514) 272-9267

2957985

Quel jour on est ?



STÉPHANE LAPORTE

stephane@stephanelaporte.com

Quel jour on est ? Ça va être la phrase la plus populaire au cours de la prochaine semaine. Soyez attentifs. Vous n'allez pas cesser de l'entendre. On va passer nos journées à se demander ça. Moi, le premier. Pauvres nous ! J'te dis que ça prend pas grand-chose pour mêler l'être humain. Juste un petit congé, comme celui de demain.

Pour le moment, ça va. On réalise que l'on est dimanche. On a nos repères. On déjeune calmement. On est en train de lire *La Presse* du dimanche. Hier, c'était samedi. Tout est clair. Mais ça ne durera pas. Dans quelques heures, on va commencer à douter. Parce que, plus la journée du dimanche avance, plus la journée de lundi devient présente à notre esprit. On se conditionne lentement pour le retour au travail. On révise notre agenda. On prépare les lunchs. On passe une petite soirée tranquille. On se couche pas trop tard. On règle le réveil à six heures. C'est comme ça. Tout le temps. Mais au-

jourd'hui, on ne fera rien de tout ça. Parce que demain, c'est congé. On ne révisera pas notre agenda. On ne préparera pas les lunchs. On va se coucher plus tard. On ne réglera pas le réveil. On va être mêlé. Mêlé rare. On ne saura plus, si on est dimanche soir ou samedi soir. Et demain matin, quand on va se réveiller, ça va être pire. Comme on va pouvoir continuer à dormir, on ne saura plus, si on est lundi, dimanche ou samedi. Plus la journée de lundi va avancer, plus on va être convaincu que l'on est dimanche. Parce qu'on va se conditionner lentement pour le retour au travail. On va réviser notre agenda. On va préparer les lunchs. On va passer une petite soirée tranquille. On va se coucher tôt. On va régler le réveil à six heures. Mardi matin, quand on va se réveiller, on va être certain qu'on est lundi. Et on va passer la semaine à se demander : « Quel jour on est ? ».

C'est apeurant ! Non, mais vous rendez vous compte ! Un seul petit changement à notre routine, et on disjoncte. Pas besoin d'un cyclone ou d'un raz-de-marée. Juste une journée de congé. Et on est déréglé.

Bref, il faut se rendre à l'évidence. On ne pense pas par nous-mêmes. On est sur le pilote automatique. 24 heures par jour. On n'agit pas. On réagit. Chacun de nos gestes est répété. Appris. Toute notre vie est organisée pour que l'on ré-

fléchisse le moins possible. On se lève tous les jours à la même heure. Sans y penser. On se lève toujours du même pied. Le mauvais. On fait notre petit pipi. On prend sa douche. On se lave toujours les mêmes petits bouts en premier. Sans y penser. On s'habille. Toujours dans le même ordre. Sans y penser. On fait son petit-déjeuner. Tout est toujours à la même place. On prend la tasse, l'assiette, le couteau, la fourchette. Sans y penser. Toujours le même café. Avec le même nombre de sucres. On le boit. En lisant son journal. Toujours les mêmes affaires. Un meurtre. Deux accidents. Une défaite des Expos. On monte dans son auto. Sans y penser. On prend toujours le même chemin. On arrive au bureau. On fait ce qu'on a à faire. Toujours les mêmes problèmes. Qu'on règle toujours de la même manière. Puis on revient à la maison. Et on refait toutes les choses qu'on a fait le matin. Mais à l'envers. Sans y penser. La petite vie. American Beauty.

Et dès qu'une situation imprévue survient, on est perdu. À tous les soirs, quand vous entrez chez vous, vous mettez vos clés dans une petite assiette près de la porte. Le soir où la petite assiette ne sera plus là, vous ne saurez plus où mettre vos clés. Va falloir que vous y pensiez. Où vais-je mettre mes clés ? Vous allez angoisser. Votre cerveau va surchauffer. Burn-out assuré.

On n'est pas aux hommes. On n'est pas aux femmes. On est automate. (Je vais envoyer son droit d'auteur à Luc Plamondon pour celle-là !)

À chaque fois, durant la prochaine semaine, qu'on va se demander quel jour on est, on va comprendre pourquoi ça va si mal dans le monde. L'être humain ne pense pas à ce qu'il fait. Il le fait. Parce que c'est comme ça. L'être humain est semblable au mouton. Sauf que lorsqu'il fait de la fièvre, on ne le brûle pas. Ce qui est un avantage considérable.

Puisque l'être humain ne réfléchit pas, le monde ne peut pas avancer. Le monde tourne en rond. C'est quand la dernière fois que l'Humanité a réglé un problème ? Les hôpitaux. Le système scolaire. La constitution. La pauvreté. La violence. Les inégalités. Les nids-de-poule. Ces problèmes sont là depuis toujours. Et ils seront toujours là. Pourtant en 10 000 ans, on aurait pu au moins en régler un. À la gang qu'on est. Si on réfléchissait un peu, le monde aurait sûrement pas l'air de ce qu'il a l'air. On aurait des priorités. Il y a le problème des enfants qui meurent de faim et il y a le problème des joueurs autonomes au baseball. On va commencer par régler le problème des enfants qui meurent de faim, après, on s'occupera de celui des joueurs autonomes au baseball. Quand on y pense, me semble que c'est évident. Mais

c'est pas ça qu'on fait. Pour faire ça, faut penser vraiment. Et on n'est pas habitué.

Voilà. En ce beau samedi, je voulais nous faire réfléchir à tout ça.

■ ■ ■

J'ai des amis qui ont un petit truc quand ils ne veulent pas que leur enfant de 2 ans comprenne certains mots. Au lieu de les prononcer, ils les épellent : « C-H-O-C-O-L-A-T, C-A-D-E-A-U, C-O-K-E, T-É-L-É-T-U-B-B-I-E-S. ». Le problème, c'est que ça marche aussi avec leur adolescent !

■ ■ ■

Un manuscrit de Céline a été vendu 12 millions de francs. Je me demande si c'est George-Hébert Germain qui l'avait écrit.

■ ■ ■

Jenna Bush, la fille cadette du président, a été trouvée coupable d'avoir de l'alcool en sa possession. Bill Clinton s'est dit scandalisé que la famille Bush souille ainsi la présidence des États-Unis. Il a offert à George W. de s'occuper lui-même de Jenna.

■ ■ ■

L'avenir de l'Alliance ? Comme chantait Doris Day, la mère de Stockwell : « Què sera, sera... »

■ ■ ■

S'endormir au volant d'une Ferrari, c'est ça être riche...

Un médecin obligé de quitter Saint-Pierre

Agence France-Presse

SAINT-PIERRE (archipel de Saint-Pierre et Miquelon) — Un médecin a été obligé par le préfet de Saint-Pierre et Miquelon de quitter cet archipel français après la découverte d'une lettre dans laquelle il se montrait insultant à l'égard des habitants, a-t-on appris hier auprès des autorités locales.

Le Dr Jean-Louis Rongieras, seul radiologue de l'archipel situé au sud de Terre-Neuve, a été violemment pris à partie à son départ de Saint-Pierre par une foule d'habitants qui l'ont empêché de prendre l'avion et

l'ont obligé à lire publiquement cette lettre écrite il y a quatre ans.

La foule, rendue furieuse par le contenu, a ensuite forcé le radiologue à manger sa lettre. Après avoir été molesté, le médecin a finalement pu quitter Saint-Pierre à bord d'un autre avion qui se rendait au Canada.

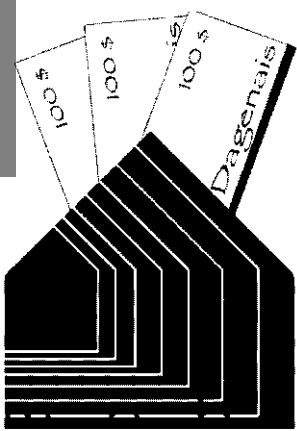
Quelques heures auparavant, le préfet Jean-François Tallec avait décidé de suspendre le médecin et de le renvoyer en métropole après qu'une patiente de l'hôpital local eut découvert cette lettre dans une revue.

La vente qui dérange



Dérange encore plus !

Rabais jusqu'à 40%



Achetez vos meubles et accumulez des dollars applicables sur achat de Lampes Cadres Tapis Literie Fleurs Et accessoires de décoration

mobilier philippe dagenais

115, boul. Bromont
Bromont
(450) 534-4877

1965, autoroute
des Laurentides
Laval
(450) 686-9888

2916802

VENTE DE RÉNOVATION

OUVERT DEMAIN

ALTIMA

XTERRA

QUEST

SENTRA

PATHFINDER

FRONTIER

MAXIMA

ALTIMA GXE 2001

- Automatique
- Groupe Valeur
- Climatiseur

279\$/m.



SENTRA XE TOURING 2001

- AM/FM/DC
- Aileron
- Roues en alliage
- Climatiseur



\$239/m.

Transport et préparation inclus



TOUJOURS PLUS LOIN.

On agrandit pour mieux vous servir.

L'ENGAGEMENT SPINELLI

Meilleur prix garanti • Privilège d'échange • Prime fidélité • Meilleur service garanti

SPINELLI

NISSAN

NISSAN

514 697-9141 | 1 888 697-9141 | SPINELLI auto.com
345, boul. Brunswick (face au Centre Commercial Fairview) Pte-Claire

* Location 48 mois. Limite de 78 000 km / 0,10 \$ km extra / Sentra, 0,08 \$ km extra / Altima. Acompte ou échange équivalent de 895 \$ / Sentra, 2995 \$ / Altima. Taxes, assurances et immatriculation en sus. Contactez-nous pour plus de détails

ARRETEZ DE CHERCHER !

327-7777

CIVIC BERLINE

OUVERT LUNDI



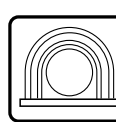
0\$ comptant disponible

228\$/mois



HONDA

Honda



Gabriel

Pour plus de renseignements

327-7777

7000, boul. Henri-Bourassa Est Montréal-Nord
Visitez notre site : www.gabriel.ca

PISCINE EN BÉTON

Venez visiter la plus belle salle de montre au Canada, avec piscine creusée fonctionnelle et aménagement paysager

Béton soufflé ou acier vinyle

ECONOMISEZ JUSQU'À 25%
Directement du constructeur, aucun sous-contracteur.
Piscine et aménagement.
Le rêve devient réalité !

Unique au Québec
Nous construisons votre piscine et réalisons votre aménagement extérieur

- Cascades d'eau • Rocailles
- Poso de pavés unis et pierre (Flag Stone)
- Plantation • Et beaucoup plus
- Dans un rayon de 50 km de Montréal

Financement disponible

Maestro CONSTRUCTION

9524, boul. Gouin Ouest, Pierrefonds (1 km à l'ouest de l'autoroute 13) Ouvert 7 jours.
(514) 683-7177 • Sans frais : 1 877 655-7177



Photo La Presse

Patrick Roy

Des millions pour bloquer des rondelles, des *peanuts* pour sauver des vies!

« Je ne veux pas que mon salaire soit celui d'un joueur de baseball ou de hockey. Mais quand le salaire annuel de Patrick Roy est supérieur aux salaires de tous les cardiochirurgiens de la province, on a un maudit problème », lance le cardiochirurgien Daniel Doyle, de l'Institut de cardiologie de Québec, à l'hôpital Laval.

Au Québec, le salaire d'un cardiochirurgien oscille annuellement entre 225 000 \$ et 250 000 \$, estime l'Association des chirurgiens cardiovasculaires et thoraciques du Québec, dont le Dr Doyle est le président. La moyenne canadienne se situe à environ 450 000 \$ par année, un chiffre que les cardiochirurgiens du Québec aimeraient atteindre.

« Pour la même quantité de travail, en Ontario, les cardiochirurgiens sont payés entre 650 000 \$ et 700 000 \$ », affirme le Dr Doyle, qui précise que l'Alberta est encore plus généreuse. Le gouvernement de Ralph Klein, qui souhaitait recruter un cardiochirurgien de Halifax, lui aurait offert un salaire de 800 000 \$, assorti d'un bonus de 200 000 \$.

Son collègue, Richard Bauset, compare la situation du secteur de la chirurgie cardiaque avec le hockey professionnel. « On ne se plaint pas, on ne crève pas de faim, admet-il. Mais comment veux-tu garder tes joueurs au Québec quand les équipes ailleurs offrent beaucoup plus ? »

L'un de ceux qui peuvent témoigner du déficit d'attraction de la profession, au Québec, c'est le docteur Jean-Marie Paquin. Chef du département de chirurgie du CHUM, il a raconté, au plus récent conseil d'administration du centre hospitalier, ses efforts pour recruter un cardiochirurgien québécois installé à Toronto.

« Il m'a dit qu'il aimerait beaucoup ça venir à Montréal », a raconté le Dr Paquin. Or, quand ce dernier a été mis au courant du salaire du chirurgien en question, il a compris qu'il n'était pas en mesure de livrer concurrence aux hôpitaux ontariens. On n'était pas dans la game », a déclaré le Dr Paquin.

Certains craignent donc que les chirurgiens du Québec se retrouvent un jour en désavantage numérique permanent. « On a de 30 à 40 % de désistement dans les gens qui s'entraînent, et on a perdu 30 % de nos effectifs depuis 10 ans », indique le Dr Doyle. Concrètement, « une douzaine de cardiochirurgiens » ont quitté la province « depuis sept ou huit ans ».

« C'est notre plus grande faiblesse, confirme Jean Morin, président du réseau québécois de cardiologie tertiaire et d'un groupe d'experts qui s'est penché sur les problèmes de la spécialisation. On a élaboré longuement là-dessus dans notre rapport et on a amplement transmis cette information aux groupes qui s'occupent des ressources humaines au gouvernement. »

Pourtant, depuis un certain temps, les négociations entre Québec et l'Association des chirurgiens cardiovasculaires et thoraciques du Québec sont au point mort. Et en attendant, quand vient le temps de recruter à l'extérieur du Québec, le Dr Doyle soutient que plus souvent qu'autrement, « on fait rire de nous autres ».

Depuis janvier 2000, deux cardiochirurgiens québécois sont décédés dans la force de l'âge. Préoccupés, leurs 39 collègues ont profité de l'occasion pour réfléchir à nouveau sur leurs conditions de travail. Des conditions pénibles, soutiennent les chirurgiens. Dans la seconde partie de sa série sur la chirurgie cardiaque, *La Presse* tente aujourd'hui de saisir l'ampleur de leur désarroi.

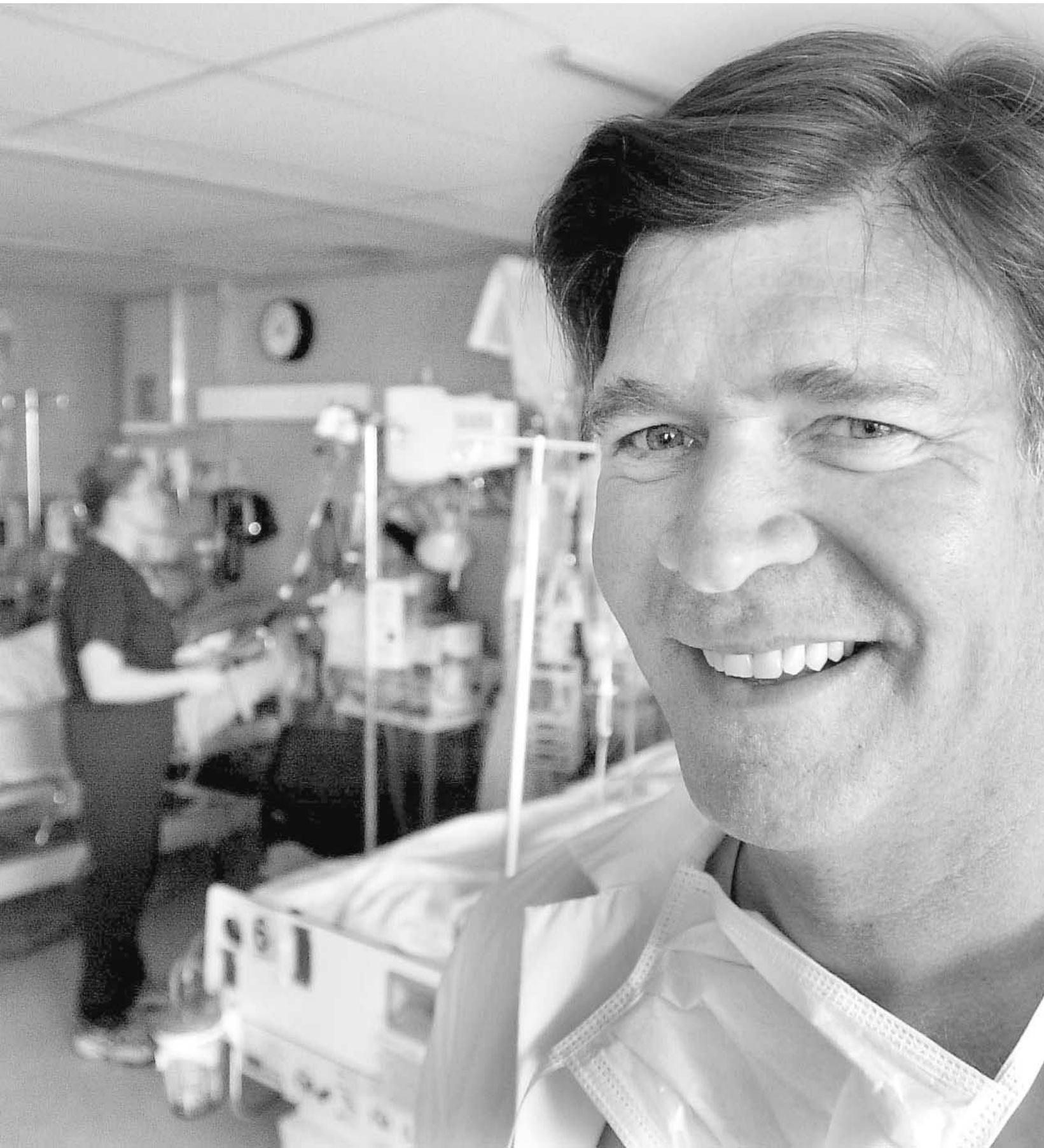


Photo DIDIER DEBUSSCHÈRE, collaboration spéciale

« J'ai 50 ans. Et à un certain âge ça commence à tomber sur les nerfs », affirme aujourd'hui le Dr Daniel Doyle, qui continue à dénoncer les problèmes qui perdurent dans sa profession.

« Médecine de guerre », chirurgiens morts au combat



ALEXANDRE SIROIS

LE RAS-LE-BOL DES CARDIOLOGUES

SAM	1 > Exil à Toronto
DIM	2 > Des décès troublants
MAR	3 > Longues listes d'attente

« Nous pratiquons une médecine de guerre comme au Vietnam », déploraient les cardiochirurgiens du Québec il y a un an presque jour pour jour, alors qu'ils décriaient leurs conditions de travail et l'ampleur des listes d'attente. Ironie du sort : depuis le début de l'année, deux d'entre eux sont morts au combat.

Le Dr Paul Cartier, de l'Institut de cardiologie de Québec à l'hôpital Laval, ainsi que le Dr Michel Martin, du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), sont décédés à la suite de malaises cardiaques. Ils étaient respectivement âgés de 48 et 41 ans. Dans la profession, leur mort soulève l'inquiétude et suscite la réflexion sur les conditions de travail.

« Ça te frappe quand tu vois quelqu'un d'à peu près ton âge qui meurt. On a nos familles, nos enfants... À un moment donné, ça te fait réaliser qu'il n'y a pas que le travail dans la vie », déclare le cardiochirurgien Richard Bauset, qui pratiquait avec le Dr Cartier, à l'hôpital Laval.

Personne ne veut associer directement les deux décès à l'ampleur de la charge de travail des cardiochirurgiens québécois et aux ratés du système de santé. En revanche, lorsqu'on aborde le sujet de la mort des deux chirurgiens, la plupart des intervenants du milieu de la santé mentionnent d'emblée leurs conditions de pratique.

« Je ne suis pas prêt à dire que c'est le système actuel qui les a tués. Mais le système n'aide pas dans la situation actuelle, où tout le monde a le citron vraiment pressé à cause des compressions budgétaires des dix dernières années », affirme le président du Collège des médecins du Québec, Yves Lamontagne.

« Le médecin se doit de faire tout ce qu'il peut pour ses patients, mais ce n'est pas une

machine sur une ligne de montage, ajoute le docteur Lamontagne. Il faut qu'à un moment donné il soit capable de dire : *je ne peux faire plus, parce que si je continue à faire plus je ne le fais pas bien.* »

Sur le terrain, les chirurgiens cardiaques ne cachent pas leur désarroi. « La situation est pénible. Très pénible. Je peux vous dire que tous les cardiochirurgiens du CHUM, actuellement, font des journées qui dépassent douze heures, et travaillent très souvent sept jours sur sept », dit le chef du service de chirurgie cardiaque du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, Ignacio Prieto.

Une situation d'autant plus troublante que les conditions de travail risquent de se détériorer un peu plus à la suite des décès des docteurs Martin et Cartier. Il ne reste que 39 cardiochirurgiens qui pratiquent actuellement au Québec.

« Ils étaient deux chirurgiens dans la force de l'âge qui avaient un très gros volume de pratique. Alors c'est sûr qu'avec l'état de nos effectifs à l'heure actuelle, ça donne un dur coup », dit le Dr Bauset, précisant qu'il ne reste plus que quatre spécialistes en chirurgie cardiaque pédiatrique en province.

Le jour où *La Presse* a contacté le chirurgien Daniel Doyle, qui travaille lui aussi à l'hôpital Laval, il avait débuté sa journée à 7 h. De garde ce soir-là, il attendait un patient à l'aorte disséquée à 21 h. L'opération devait être effectuée d'emblée, et allait vraisemblablement s'étirer jusqu'aux petites heures du matin.

Président de l'Association des chirurgiens cardiovasculaires et thoraciques, le Dr Doyle est l'un de ceux qui avaient mis Lucien Bouchard en colère avec leurs déclarations incendiaires, en avril 2000, au sujet des listes d'attente et des conditions de travail. Une poignée de chirurgiens avaient alors publiquement affirmé qu'ils prenaient des risques, qu'ils jouaient avec le feu, et que trois patients par mois trouvaient la mort en attente d'une chirurgie.

« On se bat à chaque jour »

« J'ai 50 ans. Et à un certain âge ça com-

mence à tomber sur les nerfs », affirme aujourd'hui le Dr Doyle, qui continue à dénoncer les problèmes qui perdurent. Car les cardiochirurgiens ne sont pas seulement débordés parce qu'ils sont peu nombreux. S'ils parlent de médecine de guerre, c'est entre autres parce qu'ils ont chaque jour l'impression de devoir livrer de nombreux combats.

Non seulement doivent-ils effectuer plusieurs tâches qui, ailleurs, sont prises en charge par d'autres professionnels de la santé, mais ils doivent aussi lutter pour opérer autant qu'ils le voudraient.

« Donnons aux gens les instruments pour travailler... Un chirurgien qui a une liste d'attente a besoin d'une salle d'opération disponible, de personnel pour cette salle d'opération, et de lits de soins intensifs avec du personnel », explique le Dr Bauset. Des infirmières, par exemple, il en faudrait de 20 à 30 % de plus, estime le Dr Doyle.

« On se bat à chaque jour pour avoir du temps opératoire, essayer de passer tel cas et tel autre cas. Un moment donné, tu te demandes si ça vaut vraiment la peine », ajoute le chirurgien, dorénavant conscient que l'un de ses collègues, ayant déployé bien des efforts, s'est éteint avant la cinquantaine.

« C'est pour ça que lorsque tu reçois une offre pour t'en aller ailleurs, dans un milieu où tu as moins de tracas et plus d'argent, tu t'en vas », lance le Dr Bauset. Parce que la question du salaire revient aussi sur le tapis lorsque les cardiochirurgiens font connaître leurs doléances.

Ils affirment être les moins bien payés en Amérique du Nord et exhortent le gouvernement à leur accorder environ le double de ce qu'ils gagnent actuellement. De telles modifications seraient nécessaires pour freiner l'exode des chirurgiens et inciter les jeunes médecins à se spécialiser en chirurgie cardiaque, insistent tous les intervenants du milieu depuis plusieurs années. En vain. « Je suis découragé », laisse tomber le Dr Doyle. Puis, après une brève pause, comme s'il voulait résumer l'état d'esprit de l'ensemble de sa profession, il se reprend : « On est découragés. Et on est écoeurés. »

« Le médecin se doit de faire tout ce qu'il peut pour ses patients, mais ce n'est pas une machine sur une ligne de montage. Il faut qu'à un moment donné il soit capable de dire : *je ne peux faire plus.* »

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse
20 mai 2001

Page A7 manquante

Black entend renoncer à sa citoyenneté canadienne

Presse Canadienne

pc TORONTO — Le magnat de la presse Conrad Black entend renoncer à sa citoyenneté canadienne, la plus haute instance judiciaire de l'Ontario ayant rejeté son appel contre le premier ministre Jean Chrétien, lequel refuse que M. Black puisse obtenir un titre de lord anglais.

M. Black, qui détient la double citoyenneté canadienne et britannique, a émis un communiqué dans lequel il révèle avoir effectué en février des démarches préliminaires visant au renoncement volontaire à sa citoyenneté canadienne.

Mais c'est vendredi qu'il s'est décidé à agir en ce sens, après que la Cour d'appel de l'Ontario eut statué que la décision du premier ministre Jean Chrétien de refuser à M. Black l'accès au titre de lord anglais ne pouvait pas être révisée par le pouvoir judiciaire canadien.

« En l'occurrence, je me vois forcé de préférer l'une des deux citoyennetés que je détiens », a com-

menté l'intéressé, qui a ajouté que « pour un bon nombre de raisons, la citoyenneté canadienne n'est pas, pour l'instant, aussi attrayante que peut l'être, à mes yeux, la citoyenneté britannique et européenne. »

« J'ai entamé des démarches (de renoncement à la citoyenneté) il y a quelques mois, a poursuivi M. Black, lorsque la Cour d'appel de l'Ontario est entrée dans son sixième mois de délibération sur un point de droit plutôt que sur les faits ou le mérite de ma requête. »

Le magnat de la presse affirme qu'« après m'être opposé pendant 30 ans aux politiques publiques qui ont provoqué le départ de plusieurs milliers de Canadiens talentueux et éduqués, il est à tout le moins conséquent que je me joigne à cette dispersion. »

Le verdict de la Cour d'appel ontarienne est venu mettre un terme à la tentative de M. Black d'obtenir, par la voie légale, le titre de lord anglais que le gouvernement canadien l'a jusqu'ici empêché d'obtenir.

Construction: menace de lock-out dans la voirie et le génie civil

KARINE TREMBLAY

Alors que toute menace de conflit est écartée dans les secteurs de la construction résidentielle, commerciale, institutionnelle et industrielle, les choses se corsent au chapitre de la voirie et du génie civil : les membres de l'Association des constructeurs de route et des grands travaux (ACGRT) ont voté à 92,8 % pour recourir au lock-out dès mercredi si des ralentissements ont toujours lieu sur les chantiers.

Une menace que le Conseil conjoint de la construction (CCC-FTQ) ne prend pas réellement au sérieux.

« Le lock-out, je n'y crois pas vraiment. J'ai parlé avec plusieurs entrepreneurs et je serais très surpris qu'ils décident d'aller de l'avant », souligne le directeur du CCC, Jocelyn Dupuis, qui espère toujours un règlement lors de la rencontre entre les deux parties prévue mardi, 16h, à Québec.

Elle sera décisive pour la suite des choses. La principale question à débattre, là où achoppent les négociations, concerne le nombre d'heures de travail par semaine.

Les employés réclament des semaines de 45 heures de travail plutôt que 50 comme c'est présentement le cas, ce que refuse de concéder l'ACGRT.

« Pour la balance, on pourrait trouver un terrain d'entente, mais le nombre d'heures doit demeurer le même étant donné que nos tra-

vailleurs occupent des emplois saisonniers. Il faut profiter du temps de l'année où on peut travailler pour avancer le plus possible. En hiver, c'est plus difficile », indique le président de l'ACGRT, Pierre Delangis.

Jocelyn Dupuis rétorque qu'avec les progrès technologiques et la nouvelle machinerie, plusieurs travaux peuvent être effectués peu importe la période de l'année. « Et on n'est plus dans les années 70 pour faire des semaines de 50 heures. Les travailleurs tiennent à avoir une réduction de leurs heures de boulot », précise-t-il.

C'est le médiateur Julien Perron qui a reçu du gouvernement le mandat de tenter un rapprochement entre les deux parties. Si aucune entente ne survient d'ici mercredi matin, chacun laisse planer la possibilité d'une action coup de fouet.

« Depuis deux semaines, des ralentissements ont lieu sur les chantiers. C'est intolérable. Dans l'éventualité où cela persisterait encore mercredi matin, nous allons juger si nous devons intervenir », indique M. Delangis, dont l'Association compte 450 membres représentant 1500 employés.

Le CCC, lui, détient depuis mars dernier un mandat de grève, voté par les quelque 20 000 travailleurs qu'il représente. « Si nous sommes toujours dans l'impasse mercredi, nous n'allons pas seulement ralentir les chantiers, nous allons en fermer. Et ils vont demeurer fermés », exprime Jocelyn Dupuis.

Qu'il y ait grève ou lock-out, plusieurs chantiers lancés au cours des dernières semaines risqueraient d'en pâtir. À Montréal, les travaux sur le pont Jacques-Cartier, sur l'autoroute Décarie et dans le sec-

teur de l'Île-aux-Tourtes, entre autres, seraient touchés.

Entente dans les autres secteurs

Du côté des secteurs industriel, institutionnel et commercial, grève et lock-out sont définitivement évités puisqu'une entente de principe est survenue tard vendredi soir entre l'Association de la construction du Québec (ACQ) et le Conseil conjoint de la construction, qui réunit FTQ et Conseil des métiers de construction.

Cette entente mène au renouvellement de la troisième convention collective et touche des chantiers représentant plus de 70 % du volume d'activité dans l'industrie de la construction au Québec. Elle prévoit une augmentation salariale de 3 % par année pour les trois prochaines années, une bonification du régime d'avantages sociaux, l'indemnité pour les équipements de sécurité et une augmentation de 0,5 % de l'indemnité de vacances la première année.

Pour les employeurs, la hausse du coût de la main-d'œuvre est inférieure à 12 % sur une période de trois ans. Au terme de ces trois années, une augmentation d'environ 5 % du coût des projets de construction du Québec est à prévoir.

L'ACQ, qui représente 11 000 employeurs, et la partie syndicale doivent maintenant compléter les négociations concernant les 26 tables particulières de métier. La conclusion des clauses communes aux quatre secteurs de l'industrie (résidentiel, industriel, institutionnel et commercial, génie civil) est également au programme.

Les nouvelles conventions collectives devraient entrer en vigueur au plus tard le premier septembre.

LA NOUVELLE ÉCOLE SECONDAIRE PAUL GÉRIN-LAJOTTE D'OUTREMONT
vous ouvre ses portes

Place au théâtre, aux arts plastiques, à la musique et au latin!

LE MERCREDI 23 MAI, VENEZ NOUS RENCONTRER
AU 475, AV. BLOOMFIELD, DÈS 17H00

ET ASSISTEZ À LA GÉNÉRALE PUBLIQUE
du spectacle des élèves de 1^{re} secondaire
(19h00 - entrée libre)

Il y a encore des places
en Concentration art dramatique

AUDITIONS
le samedi 26 mai de 9h00 à 14h00
Pour vous inscrire, communiquez avec
Mme Hélène Desforges ((514) 276-3746)

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOIS

loto-québec

649 Tirage du 2001-05-19
07 08 18 29 34 44
Numéro complémentaire: 37

Québec 49 Tirage du 2001-05-19
10 11 13 19 27 45
Numéro complémentaire: 40

Promotion Double Jeu* Tirage du 2001-05-19
649 + 49
06 13 24 41

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

panco Tirage du 2001-05-19
01 02 04 09 10
11 22 34 38 39
42 44 46 50 51
53 57 60 62 69

Quotidienne Tirage du 2001-05-19
3 4
970 9773

Extra Tirage du 2001-05-19
NUMÉRO: 875754

Extra Tirage du 2001-05-18
NUMÉRO: 142776

LOTTO SUPER 7 Tirage du 2001-05-18
03 13 14 19 22 43 45
Numéro complémentaire: 16
Ventes totales: 17 783 166 \$
Prochain gros lot (approx.): 12 500 000 \$

GAGNANTS
7/7 0
6/7+ 3
6/7 115
5/7 6 843
4/7 146 688
3/7+ 136 800
3/7 1 229 627

LOTS
10 000 000,00 \$
108 290,10 \$
2 471,80 \$
148,30 \$
10,00 \$
10,00 \$
participation gratuite

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

VOUS PENSEZ NISSAN PENSEZ NISSAN GABRIEL

SENTRA 2001 Touring **OUVERT DEMAIN** **FINANCEMENT à partir de 2,8%**

10 en stock pour livraison immédiate

• Boîte manuelle
• Changeur 6 CD
• Climatiseur
• Aileron
• Roues en alliage

239\$*

0 \$ de dépôt de sécurité

ALTIMA 2001 **FINANCEMENT à partir de 1,8%**

• Boîte automatique
• Groupe électrique
• Climatiseur

279\$*

0 \$ de dépôt de sécurité

* Bail 48 mois. Altima modèle (T4RG14G71-AE00) comptant 2995 \$ Sentra modèle (C4LGS1-BK10) 19 500 km inclus, 10 \$ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Taxes et immatriculation en sus.

NISSAN Toujours plus loin

Gabriel (514) 324-7777

COMPTANT AUSSI DISPONIBLE

7010, boul. Henri-Bourassa Est, Anjou Visitez notre site : www.gabriel.ca

Fièvre aphteuse: Ottawa assouplit ses restrictions

LISA SCHMIDT
Presse Canadienne

OTTAWA — Le Canada assouplit les restrictions imposées aux produits originaires de certains pays de l'Union européenne à la suite de l'épidémie de fièvre aphteuse, mais continuera à exiger que les voyageurs internationaux s'essuient les pieds sur un tapis désinfectant en arrivant en sol canadien.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a levé l'embargo sur les importations d'animaux et de produits alimentaires des pays de l'Union européenne où aucun cas de fièvre aphteuse n'a été signalé.

Toutefois, comme les voyageurs visitent souvent plusieurs pays, l'agence maintiendra les mesures de sécurité mises en place dans tous les aéroports internationaux du Canada. L'ACIA a aussi intensifié sa campagne de sensibilisation destinée aux voyageurs canadiens qui seraient tentés de rapporter du chocolat ou des fromages.

Mme Frédérique Moulin, vétérinaire et directrice nationale de l'ACIA, n'a pu préciser combien de temps encore ces précautions resteraient en place.

La crainte que la fièvre aphteuse, une maladie extrêmement contagieuse, n'infecte l'important cheptel canadien a incité le gouvernement fédéral à interdire les importations d'animaux et de produits animaliers provenant des pays de l'Union européenne.

Tous les voyageurs qui arrivent d'Europe doivent par surcroît passer sur un tapis désinfectant, tandis que des chiens renifleurs sont utilisés pour détecter tout élément de contamination dans les bagages.

La suspension temporaire des importations, qui a été mise en vigueur le 13 mars, a été levée pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Italie, la Finlande, l'Allemagne, l'Espagne, la Suède, le Portugal et le Luxembourg.

L'embargo reste toutefois en vigueur pour le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Grèce, la France et l'Irlande, où des cas de fièvre aphteuse ont été confirmés.

Mme Moulin souligne que l'épizootie semble sous contrôle en Grande-Bretagne. Pour la première fois depuis que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans ce pays, il y a trois mois, aucun nouveau cas n'est confirmé quotidiennement.

Le premier cas a été signalé le 20 février et, au plus fort de l'épidémie, en mars, quelque 40 cas étaient confirmés quotidiennement.

Le Canada a dépêché plusieurs dizaines de vétérinaires afin d'aider à diagnostiquer la fièvre aphteuse dans les troupes du Royaume-Uni.

ALBI mazda N°1 en Amérique

LA TOUTE NOUVELLE 2002 PROTÉGÉ 5 «HATCHBACK» (LIVRAISON CETTE SEMAINE)



VENEZ ESSAYER NOTRE DÉMONSTRATEUR CHOIX DE COULEURS

VENTE LUNDI

\$ Fête du Dollar \$

Cadeau d'une valeur de 500\$ aux 15 premiers clients à l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion.

ALLOCATION INCROYABLE POUR VOTRE ÉCHANGE

ÉCHANGE TOUTES MARQUES ACCEPTÉES

ÉCHANGE DE 100\$ À 5000\$ 500\$ DE PLUS

ÉCHANGE DE 5000\$ À 10000\$ 750\$ DE PLUS

ÉCHANGE DE 10000\$ À 30000\$ 1000\$ DE PLUS

Mazda MPV 2001 climatiseur

Comptant Transport Préparation

359\$*/ Loc. 48 mois

ou 1.9% sur financement 36 mois



UADV71AB00

*Couleurs métallisées: 105\$. Taxes et immatriculation en sus.

Communiquez avec un de nos représentants pour plus de détails: 514-722-5555. Les photos peuvent différer.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

450 474-7777

Autoroute 25, sortie 28, Mascouche à 15 min. de MTL
www.albimazda.com

à 5 min. de Laval
www.albimazda.com

514 722-5555

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse
20 mai 2001

Page A9 manquante



L'année 2001 marque le 125^e anniversaire du parc du Mont-Royal. Afin de souligner l'événement, *La Presse* vous propose un reportage hebdomadaire sur l'histoire de ce remarquable espace vert au coeur de la cité. Voici la deuxième tranche de cette série qui se poursuivra jusqu'au 8 juillet.

Quand les édiles municipaux de Montréal retinrent les services de Frederick Law Olmsted le 23 novembre 1874 pour concevoir, au coût de 5000\$ US, les aménagements du parc du Mont-Royal, ils jetèrent leur dévolu sur la personnalité la plus marquante du moment en architecture de paysage en Amérique du Nord.

L'histoire d'Olmsted est absolument fascinante. Et pour mieux la comprendre, *La Presse* a rencontré ses deux principaux adeptes à Montréal, soit l'architecte paysagiste Daniel Chartier, du Service des parcs, des jardins et des espaces verts de la Ville de Montréal, celui qui veille au respect de son oeuvre chez nous, et Tom Berryman, auteur de nombreux articles très fouillés traitant d'Olmsted.

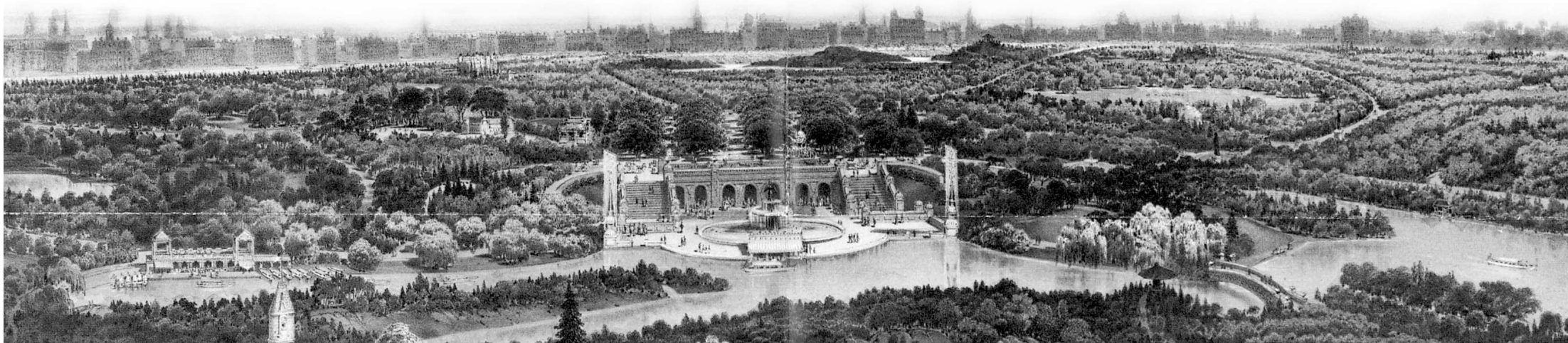
Mais qui est au juste ce génie créateur? Frederick Law Olmsted naît le 26 avril 1822 à Harford, Connecticut, d'une famille de souche puritaine provenant d'Essex, en Angleterre. Il est un descendant de huitième génération de James Olmsted, arrivé aux États-Unis le 16 septembre 1632 avec les premiers arrivants connus sous le nom de «Pilgrims» ou pèlerins en français.

Son père, John, réussit en affaires. Il n'a que trois ans quand sa mère Charlotte Hull meurt. Puis la famille s'agrandit d'un frère, de deux demi-frères et de quatre demi-soeurs après le remariage de son père avec Mary Ann Bull, une femme sévère à l'origine de la période d'errance que traverse Olmsted dans son adolescence et au début de sa vie d'adulte.

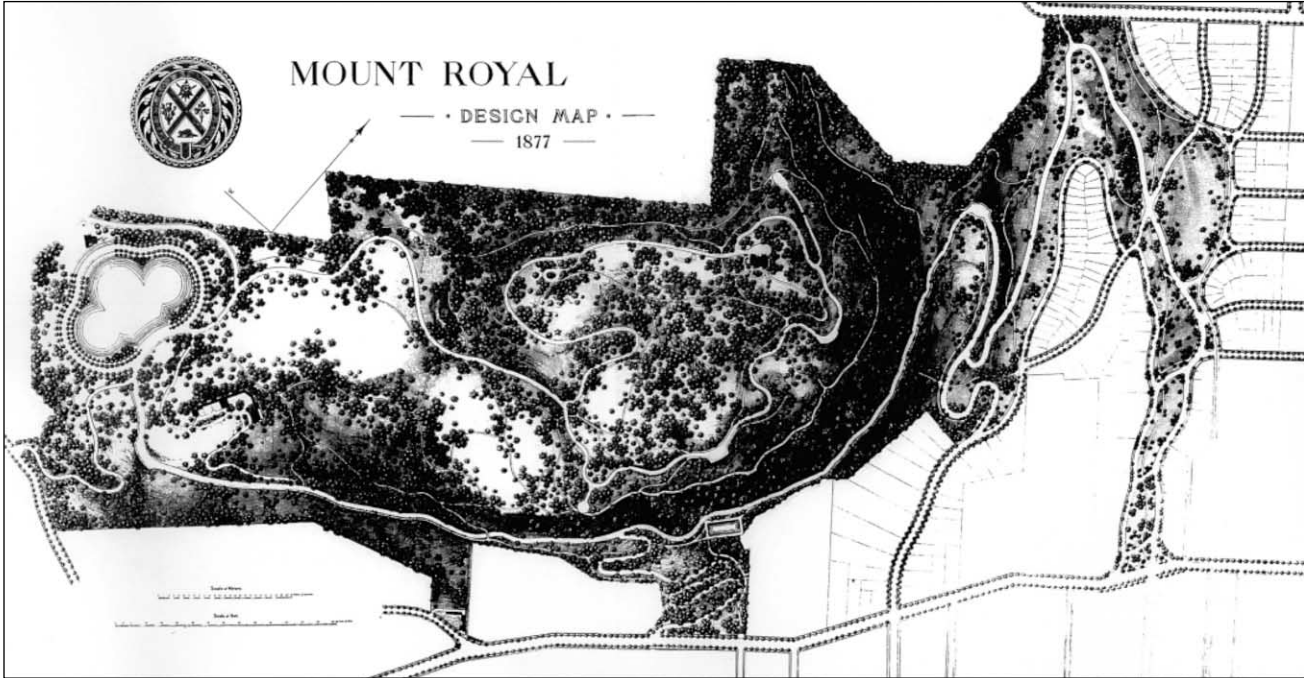
La vie sentimentale de Frederick Law connaît bien des rebondissements, et le moins spectaculaire n'est sûrement pas son mariage avec sa belle-soeur, Mary Cleveland Bryant, veuve de son frère John Hull, décédé le 28 novembre 1857. Le mariage intime est célébré le 13 juin 1859 dans la maison Bogardus de Central Park. Il devient ainsi le père de ses trois neveux, Owen Frederick, John Charles et Charlotte, dont il prend précieusement soin comme il l'avait promis à son frère sur son lit de mort. Puis Mary lui donne trois enfants, Henry Perkins (qu'il renommra Frederick Charles fils quatre ans plus tard), John Theodore et Marion.

De grands coups de barre

Sa vie s'avère un véritable tourbillon. «Il est tour à tour apprenti marchand, mousse sur un navire à destination de Canton, en Chine, étudiant, propriétaire de deux fermes que lui offre son père et où il se passionne pour l'agriculture scientifique, touriste en Europe pendant six mois et charmé par les paysages anglais (Birkenhead Park, près de Liverpool, l'influencera beaucoup), écrivain, journaliste au *New York Times* de 1852 à 1855 (où il décrit sous le nom de plume de Yeoman les conditions misérables des esclaves



Le génie créateur de Frederick Law Olmsted



noirs au terme d'un séjour d'un an dans les États du Sud), fondateur d'une maison d'édition qui fait faillite, directeur de la U.S. Sanitary Commission (une sorte de Croix-Rouge avant le nom) qui soigne les blessés des deux camps de la guerre de Sécession (1861-1865), surintendant pendant deux ans de la mine de Mariposa (qui lui permettra de découvrir la misère des mineurs et la nature luxuriante du parc Yosemite et de ses séquoias géants), poste qui l'amènera à articuler pour la première fois en Amérique la raison d'être de la préservation des beautés naturelles sous forme de parcs nationaux. Il sera d'ailleurs président de la Commission du parc Yosemite de 1864 à 1890, puis pressenti comme candidat républicain à la vice-présidence lors des élections américaines de 1872!» raconte M. Berryman.

Comme il est hyper-productif, sa santé lui jouera bien des tours. Deux fois il perdra momentanément l'usage de la vue. Et maintes fois au cours de sa vie, il devra prendre de longs moments de repos pour refaire ses forces.

Olmsted est grandement influencé par la révolution industrielle qui frappe les États-Unis de plein fouet, avec un bouleversement notable: l'exode rural vers la ville où les travailleurs sont soumis à des horaires éreintants et à une pollution étouffante. «La création de grands parcs contribuera à l'amélioration de leur vie et de leur santé, en leur permettant de retrouver une partie de leur campagne d'antan, et de profiter de leurs rares moments libres dans un environnement sylvestre, riches comme pauvres», dit M. Berryman.

Son oeuvre

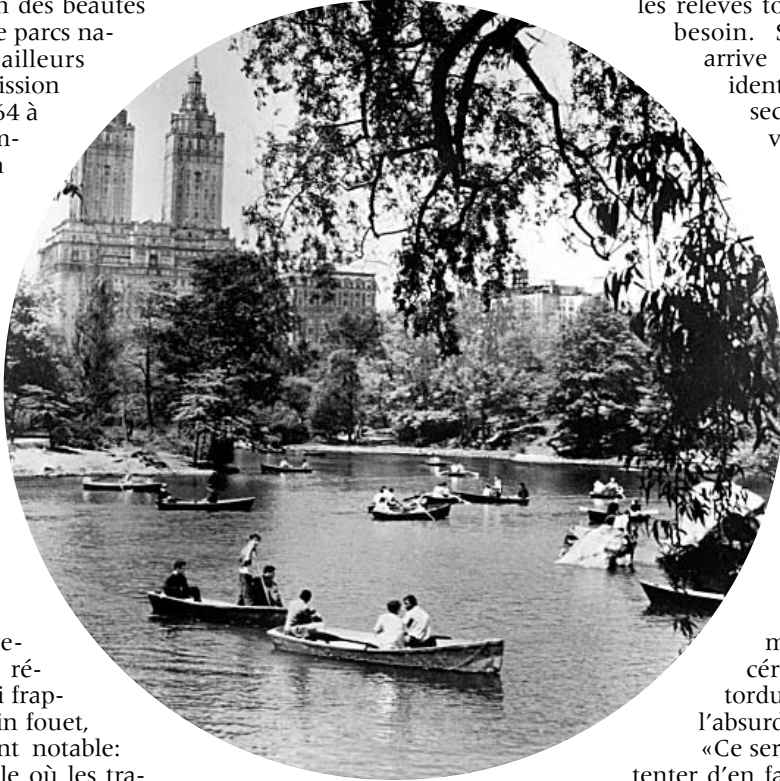
Et voilà qu'à 40 ans il trouve enfin sa voie. «Après une période d'errance et de recherche d'une carrière qui le satisferait, il devient au mi-temps de sa vie la figure de proue du mouvement des grands parcs urbains et de l'action pour la création et la sauvegarde des paysages naturels à la campagne comme en milieu urbain», ajoute Tom Berryman.

Son oeuvre s'inscrit dans un éventail très large. Il forme d'abord équipe avec le jeune architecte britannique Calvert Vaux jusqu'en 1864. De 1864 à 1884, il oeuvre seul, avant de s'adjoindre en 1884 ses fils Frederick Law et John Charles. On peut dire que son maître à penser fut Andrew Jackson Downing, considéré comme le gourou du jardinage selon M. Chartier.

Les principes généraux d'Olmsted sont faciles à résumer: vision à long terme; subordination des interventions à une idée directrice forte; aménagement impliquant des éléments fonctionnels qui contribuent à l'embellissement de l'oeuvre d'art; desserte de l'ensemble des citoyens, malades compris; promotion de la nécessité que les aménagements et les activités soient compatibles avec l'esprit du lieu. On apprend, sans pouvoir le confirmer hors de tout doute, qu'un des sentiers prévus par

Olmsted sur le mont Royal aurait permis à une personne en fauteuil roulant d'atteindre le sommet sans s'écarter.

Ses parcs présentent trois composantes: une partie «pastorale» rappelant les grandes plaines gazonnées d'Angleterre; une partie «pittoresque» qui rehausse la personnalité de l'emplacement à aménager; et une partie «formelle», représentée par une fontaine, un plan d'eau ou un



belvédère, susceptible de devenir un lieu de rassemblement, comme la fontaine Bethesda de Central Park à New York, et le lac aux Castors sur le mont Royal, même s'il n'est pas l'auteur de sa version actuelle. Il fallait privilégier la beauté des paysages naturels en s'inspirant des grands jardins anglais. Rien à voir avec les jardins formels et symétriques de France et d'Italie.

Autre caractéristique de ses réalisations: la séparation bien démarquée des zones selon les usages qu'on veut en faire, pour éviter les conflits d'utilisation. Il prévoit donc de petits ouvrages, pont ou tunnel, bien réussis au plan esthétique, quand un chemin de calèche croise un sentier pédestre.

«Les différents épisodes de sa vie traduisent ses ambitions, son style autocratique, sa soif d'autonomie, son désir de transformer le monde. Il cherche à améliorer le cadre de vie urbain en y introduisant du pastoral et du pittoresque avec, en surcroît, son souci de renforcer la démocratie par des lieux favorables à la rencontre libre et informelle de tous les citoyens, sans que les revenus et la politique ne puissent jouer un rôle», dit Berryman.

Central Park: un tremplin

Central Park lui servira de tremplin vers une carrière fort remarquable en architecture du paysage. En 1858, il est surintendant de travaux d'aménagement quand, à la demande de Calvert Vaux, il se joint à ce dernier pour participer au concours de design qu'ils gagnent haut la main. Il est alors nommé architecte du projet et se retrouve à la direction

de 4000 hommes, ce qui lui permet de découvrir toutes les veuleries d'un contexte très politique. Entre Calvert Vaux et lui, c'est l'osmose entre le pragmatique et fort en dessin, l'autre passionné et poète sur les bords.

Le parc du Mont-Royal

Le parc du Mont-Royal est son premier projet en solo. Son contrat avec la Ville de Montréal est daté du 23 novembre 1874.

Olmsted n'a pas la vie facile à Montréal. Tout d'abord, l'administration municipale tarde à lui remettre les relevés topographiques dont il a besoin. Son plan d'ensemble arrive finalement en 1876 et identifie clairement les huit secteurs à aménager, les voies d'accès et les constructions jugées pertinentes. Le plan est accepté par la Ville en 1877, mais les tiraillements sont tels qu'il écrit en 1881 un pamphlet de 80 pages destiné «aux propriétaires du mont Royal» et dans lequel il exprime sa grande déception devant les agissements des commissaires responsables de la réalisation du projet, et mettant même en doute leur sincérité, avec des phrases tordues et des preuves par l'absurde déconcertantes.

«Ce serait du gaspillage que de tenter d'en faire autre chose qu'une montagne», écrit-il, avant d'entreprendre une longue liste d'explications concernant les principaux points de son projet.

«Olmsted considérait un parc comme une oeuvre d'art. Il insistait pour qu'on en protège l'intégrité», explique Daniel Chartier. Et comme le souligne ce dernier, Olmsted refusait d'utiliser le mot «parc» parce qu'il désirait que le mont Royal garde intacte sa «vocation» de montagne, avec le minimum d'aménagements possible.

Même si le projet d'Olmsted ne s'est guère concrétisé, Daniel Chartier pense que la force de son texte de 1881 a contaminé les Montréalais, et



que quelque part, ce texte explique le peu d'intrusions du genre jardin zoologique, terrains de sport, jardin botanique; le parc a conservé en très grande partie le visage souhaité par Olmsted au départ. «On le doit beaucoup à son concept», dit M. Chartier.

Ses autres oeuvres

Parmi ses quelque 500 autres oeuvres disséminées dans 13 États américains et au Canada, se trouvent la conception et l'aménagement de parcs, comme Prospect Park à Brooklyn, South Park à Chicago, Niagara Falls (du côté américain), le jardin zoologique de Washington, le Capitole à Washington (son plan est jugé trop audacieux, mais ses fils réaliseront une version plus modeste au début du XX^e siècle), et le Emerald Necklace de Boston, un chapelet de parcs réunis entre eux, l'ancêtre des réseaux verts reliant plusieurs parcs.

Il s'engage aussi dans des communautés résidentielles telle Riverside, une banlieue huppée de Chicago, dans des résidences particulières (le domaine Biltmore des Vanderbilt à Asheville, en Caroline du Nord), dans des institutions de haut savoir et de santé (Université Stanford, Université Cornell, Université Yale, Trinity College), dans des cimetières et même dans la World Columbian Exposition de Chicago en 1893. Fairsted, sa résidence de Brookline, Massachusetts, témoigne de ses principes d'aménagements des grands espaces; elle fait aujourd'hui partie du réseau de lieux historiques nationaux des États-Unis.

Frederick Law Olmsted prend sa retraite en 1895. Depuis janvier de cette année-là, il est de plus en plus colérique et instable. Après de vaines tentatives pour le faire soigner, la famille doit se résoudre à le faire interner.

Il meurt le 28 août 1903 dans un établissement du nom de Mclean Asylum, à Waverley, Massachusetts. Ironie du sort, il avait dessiné les aménagements paysagers de l'établissement entre 1872 et 1875, et s'était toujours plaint du traitement accordé à ses plans. Il meurt dans l'oubli total, mais près d'un siècle plus tard, il redevient un personnage-culte aux États-Unis grâce à la National Association for Olmsted Parks qui célèbre à Fairsted ce week-end ses 20 ans d'existence et où M. Chartier représentera le parc du Mont-Royal. Quelle belle façon de perpétuer sa mémoire!



Dimanche prochain: Le mont Royal, une histoire d'amour pour trois millions d'usagers.

cyberpresse.ca

NOS DOSSIERS
TOUS LES TEXTES
SUR LE SUJET

www.cyberpresse.ca/mont-royal

Une marche costumée

UNE MARCHE de personnages costumés, suivie d'une fête champêtre populaire sur le flanc du mont Royal, à l'angle des avenues du Parc et du Mont-Royal, marquera le 16 juin le début des célébrations du 125^e anniversaire du parc du Mont-Royal. Ces célébrations sont organisées conjointement par le Centre de la montagne, les Amis de la montagne, Héritage Montréal, et le Service des parcs, des jardins et des espaces verts de la Ville de Montréal.

Les détails de cette activité et des autres qui seront proposées durant l'été seront divulgués par Gabrielle Korn, coordonnatrice des événements spéciaux et des communications pour les Amis de la montagne, lors d'une conférence de presse à la maison Smith le 24 mai, jour anniversaire de l'inauguration du parc en 1876. M^{me} Korn dressera aussi un bref historique du parc du Mont-Royal.

Selon M^{me} Korn, le gros des activités sera concentré pendant la période estivale à cause des élections à la mairie de la nouvelle ville de Montréal à l'automne.

Le tout dernier événement aura lieu en mars 2002 avec le Sommet sur le mont Royal. On profitera de l'occasion pour dévoiler le contenu de la Charte proposée par les Amis de la montagne.

CORRECTIONS: Deux erreurs se sont glissées dans les textes du samedi 12 mai. Tout d'abord, il aurait fallu lire «mausolées» et non «crématoriums», et le mont Saint-Grégoire a été oublié dans les montréalaises.

L'enseignement et l'aventure dans la peau

À l'occasion de l'Année internationale des bénévoles, *La Presse* présente chaque dimanche un Québécois ou un groupe de Québécois qui se distinguent ou se sont distingués en donnant de leur temps et de leur personne pour participer au développement social de leur milieu. Bonne lecture et... bonne année de bénévolat !

YANICK CYR
collaboration spéciale

LORSQU'ELLE ÉTAIT toute petite, Véronique Daoust installait ses toutous à des bureaux et leur faisait la classe, se souvenaient ses parents. Aujourd'hui, à 23 ans, cette étudiante en sciences de l'éducation séjourne en Afrique dans le cadre du projet Enfants d'ici et d'ailleurs (EIA).

Ce programme de bénévolat, mis sur pied par des étudiants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 1997, lui a permis de réaliser un stage dans une classe de quatrième année de l'école primaire Saint-Joseph, à Montréal, avant de prendre le chemin de l'Afrique où elle effectue le même travail auprès de jeunes Sénégalais.

La mère de la jeune femme, Monique Trottier, croit que les antécédents familiaux de Véronique ne sont pas étrangers à cet engouement pour l'éducation. « Son père est directeur d'une école et elle a plusieurs tantes dans l'enseignement. »

Cette vocation d'enseignante n'est toutefois qu'une facette de la personnalité de Véronique Daoust, dont la petite taille dissimule une audace réservée. « Elle a toujours été aventureuse tout en demeurant prudente », relate son père, Serge Daoust. Son goût pour l'aventure est d'ailleurs comblé par EIA qui contribue à propager des valeurs démocratiques et humanitaires à des enfants francophones du Québec et d'Afrique. À l'aide d'une trousse éducative confectionnée par des bénévoles, les stagiaires enseignent à des élèves francophones de Montréal et d'Afrique les bienfaits de la sécurité humaine et des droits de l'homme.

« Ce n'est pas la première fois qu'elle part de la sorte, souligne M. Daoust. Dès sa sixième année primaire, elle a pris le chemin de Toronto pour participer à un échange dans le cadre d'un cours d'anglais. » Le paternel se souvient aussi d'une expérience du même genre que sa fille a réalisée au Cégep. « Véronique est allée à Mexico pour compléter un cours d'espagnol. Elle a même essayé d'apprendre le japonais à l'université, mais elle aurait eu besoin de cours d'arts plastiques en même temps », rigole-t-il.

La passion pour l'enseignement, l'ouverture d'esprit et l'implication que requiert EIA fait d'ailleurs dire à M. Daoust que le projet a pratiquement été conçu sur mesure pour Véronique. La principale intéressée avoue que la somme de travail est considérable. « Au début je ne voyais pas le projet aussi gros, mais ça fait maintenant un an que je travaille dessus. Ça demande beaucoup de temps et d'énergie avec toutes les activités de financement qu'il faut organiser. »

« Lorsqu'elle s'implique dans un projet, elle ne compte pas ses heures, confirme l'enseignante de l'école St-Joseph, Julie Verdy, qui l'a vue à l'œuvre dans sa classe. M. Daoust abonde également en ce sens en se remémorant le passage de sa fille au sein de l'Association étudiante de la Faculté d'éducation de l'Université de Montréal.

Bien qu'elle confesse que l'attrait pour l'Afrique explique son intérêt initial pour EIA, Véronique Daoust est fière d'avoir contribué à l'enrichissement des enfants d'ici. « C'est agréable de tomber dans des activités concrètes d'enseignement après trois ans de cours. Le contact avec les élèves est extraordinaire. »

Malgré ses réalisations, la jeune femme demeure modeste et prétend même qu'elle a eu un peu de chance. « Il y avait plusieurs candidats qui souhaitaient participer au projet. J'ai simplement bien réussi le processus d'entrevue après la pré-sélection expliquant notre motivation à participer au projet. »

Cette future enseignante très dévouée a déjà imprégné une trentaine d'élèves de son enthousiasme et de son amour pour l'éducation. Son salaire pour cette première expérience de travail sera le sourire des élèves montréalais et sénégalais, en plus du sentiment d'avoir participé à l'ébauche d'un monde meilleur en initiant ces enfants à la diversité culturelle et au respect du principe de la sécurité humaine.



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©
Lorsque Véronique Daoust s'implique dans un projet, elle ne compte pas ses heures.

0\$ COMPTANT

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

À LA DÉCOUVERTE DE HYUNDAI

OUVERT DEMAIN

0\$ TRANS. ET PRÉP. INCLUS

À PARTIR DE 0% DE FINANCEMENT SUR LES MODÈLES

- ACCENT
- ELANTRA
- TIBURON
- SONATA

JUSQU'À 36 MOIS

Accent GS 2001

179\$ par mois

Elantra GL 2001

199\$ par mois

Sonata GL 2001

229\$ par mois

Tiburon 2001

199\$ par mois

FINANCEMENT 4,8%

RESPONSABLE JUSQU'À 48 MOIS

XG 300 2001

365\$** par mois / 48 mois

HYUNDAI

Gabriel

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLOMÉS

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIERE 24 HEURES HYUNDAI

HYUNDAI UNE ÈRE NOUVELLE UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

(514) 329-7777

7020, Henri-Bourassa Est, Anjou

Il y a de quoi célébrer!

plus de choix plus de plaisir plus de rabais plus de marques

25 % de rabais

Articles à prix ordinaire ou « Réduit pour liquidation » seulement.
Certaines exceptions s'appliquent; précisions en magasin.

l'affaire est dans le sac

Jusqu'au lundi 21 mai

Tous nos magasins sont ouverts lundi, jour de fête!

Et voici d'autres offres irrésistibles...

50 % de rabais

ces articles à prix ordinaire :

- bijoux Charter Collection® en or à 14 ct
- oreillers et serviettes unies (exceptions : oreillers Calvin Klein, serviettes unies Royal Velvet et Ralph Lauren)
- batteries de cuisine à plus de 300 \$ et articles suivis assortis (exceptions : ustensiles de cuisson Henckels et KitchenAid)
- ensembles de vaisselle Royal Albert et Johnson Brothers, 5 pièces
- duos-sommeil

40 % de rabais

ces articles à prix ordinaire :

- boucles d'oreilles et pendentifs diamantés, bijoux en perles cultivées rondes ou d'eau douce, bijoux et bagues gemmés
- serviettes unies signées Royal Velvet et Ralph Lauren
- serviettes de plagues
- couvettes et couvre-matelas (exception : Calvin Klein)
- articles suivis Royal Albert • articles Comingware
- verres à pied et articles cadeaux en cristal (exception : Waterford)
- articles-cadeaux ou de service en verre et articles creux en métal
- slips et soutiens-gorge WonderBra, Vogue Bra et Warners en boîte

20 % de rabais

ces articles à prix ordinaire :

- mobilier de chambre à coucher, de salle à manger et de séjour, accessoires de mobilier
- tapis
- ustensiles de cuisson KitchenAid
- articles Henckels
- verres Luigi Bormioli
- gadgets Good Grips
- range-placards

10 % de rabais

ces articles à prix ordinaire :

- sous-vêtements et chaussettes pour lui (exceptions : Jockey, CK, Tommy Hilfinger et chaussettes des promos « 3 paires pour... »)
- accessoires à prix ordinaire pour elle
- bijoux mode choisis • chaussures de renom choisies
- appareils électriques de cuisine ou d'hygiène personnelle et rasoirs électriques
- vaisselle fine et de choix de tous les jours de notre rayon de la vaisselle
- couverts d'ustensiles de table, 5 pièces, et coffrets à couverts de notre rayon de la vaisselle
- meubles et articles de renom de la nursery
- jouets choisis (exceptions : articles Sony et Nintendo)
- papeterie et friandises (certaines exceptions s'appliquent)
- gros électros, micro-ondes, aspirateurs et accessoires

paiement FACILE

Rien à payer avant un an!

en réglant vos achats de meubles, duos-sommeil et gros électros avec votre carte la Baie ou Zellers. Précisions en magasin.

Primes HBC

Amassez des points dans tous les magasins de la Compagnie de la Baie d'Hudson : la Baie, Zellers, Déco Découverte ou hbc.com

HBC.com

Magasinez quand vous voulez.

Le magasinage en ligne avec la Baie et Zellers... cliquez et le tour est joué!

la Baie

J'aime, j'achète!

Abandon des affaires Solde de liquidation

House of Persian Rugs, une des plus grandes maisons de tapis au Canada, se retire des affaires et nous a autorisés à liquider tout son stock.

TOUT DOIT ÊTRE VENDU!

Tous les tapis - **100 \$ à 1 800 \$**

TOUTES LES TEINTES!

TOUTES LES DIMENSIONS!

De 2 x 3 pi à 12 x 18 pi
Tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur

Vente :
Samedi 19 mai 2001
13 h à 19 h
Dimanche 20 mai 2001
11 h à 19 h
Lundi 21 mai 2001
11 h à 18 h

Visa, MasterCard, Amex, chèque ou argent comptant

SUPERBES MOTIFS!

Tabriz laine/soie, Qum pure soie, Kashan, Nain, Sarough, Bakhtiari, Mashad

Adresse :
Hôtel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie
Montréal QC
(514) 731-7701

MONDE

Washington n'arrive pas à convaincre Igor Ivanov des mérites du bouclier

Le ministre russe des Affaires étrangères reste néanmoins prêt à discuter

CHRISTOPHE de ROQUEFEUIL
Agence France-Presse

WASHINGTON – Le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov a affirmé hier à Washington que Moscou n'était « pas convaincu » par les arguments américains en faveur de la réalisation d'un système de défense antimissile balistique, mais a assuré vouloir poursuivre les discussions.

M. Ivanov a confirmé devant la presse, à l'issue d'une visite de deux jours à Washington, que ses entretiens avaient été centrés sur la préparation d'un premier sommet entre le président américain George W. Bush, qu'il a vu vendredi, et le président russe Vladimir Poutine, le 16 juin en Slovénié.

Le chef de la diplomatie russe a soigneusement mêlé volonté de dialogue avec les États-Unis et scepticisme sur la validité des argu-

ments américains pour se lancer dans un projet qui bouleverse l'équilibre stratégique mondial.

M. Ivanov a notamment réaffirmé le caractère fondamental pour Moscou du traité antimissile ABM de 1972, que Washington voudrait revoir ou abandonner pour pouvoir lancer son projet de système d'interception des missiles, irréalisable en vertu de ce traité.

L'insistance américaine pour tenir davantage compte des menaces présentées par les programmes de missiles de pays comme la Corée du Nord ou l'Iran n'a visiblement pas suffi à lever les critiques russes.

« Le raisonnement selon lequel des menaces potentielles exigent le démantèlement de l'ensemble des accords de désarmement et la remise en cause des régimes de non-prolifération ne parvient pas à nous convaincre, pas plus que la majorité des autres nations du monde », a déclaré M. Ivanov.

« Un nombre important de questions présentées par les États-Unis concernant » la nouvelle architecture de stabilité stratégique » ne sont pas claires », a-t-il ajouté, al-

lusion au fait que Washington n'a toujours présenté ni calendrier, ni modalités techniques pour son projet antimissile.

M. Ivanov a également assuré que le traité ABM, présenté vendredi encore par le secrétaire d'État Colin Powell comme une relique de la guerre froide, restait « un outil efficace ».

« Ce traité ne gêne pas, mais au contraire facilite les efforts pour répondre aux menaces modernes et aux défis de la sécurité internationale », a-t-il estimé.

M. Ivanov a implicitement mis en garde Washington contre la tentation de dénoncer unilatéralement ce texte pour aller de l'avant dans la réalisation de son système de défense antimissile (MD).

« Les problèmes à venir doivent être abordés sans confrontation, au travers de compromis mutuels et de solutions acceptables », a prévenu le chef de la diplomatie russe, qui achevait sa première visite à Washington depuis la prise de fonctions du président Bush en janvier.

M. Ivanov a toutefois fait état « de convergence de vues » avec les

États-Unis en matière de réduction des armes stratégiques existantes.

Il a également souhaité que les deux pays « poursuivent un dialogue au niveau des experts et des responsables politiques sur tous les aspects liés à la stabilité stratégique ».

Il s'est également félicité de la tenue de consultations russo-américaines sur l'Afghanistan — que Moscou et Washington considèrent comme un centre majeur de terrorisme international — et sur l'Irak, pour lequel les États-Unis voudraient modifier le régime de sanctions internationales pour les cibler davantage sur les achats d'armements.

Le chef de la diplomatie russe a également exprimé la volonté de collaborer étroitement dans la lutte contre le blanchiment d'argent, à l'origine de scandales récents entre les deux pays.

Il a également promis que Moscou voyait dans la liberté de la presse « une réalisation majeure de la nouvelle Russie démocratique », en réponse aux nombreuses protestations américaines contre la mise au pas des média critiques à l'encontre du président Poutine.

| LIBYE |

On est toujours l'eldorado de quelqu'un

140 « réfugiés » ont péri de soif dans le désert

BOUREÏMA HAMA
Agence France-Presse

NIAMEY – La découverte des corps de 140 Africains, clandestins présumés, morts de soif dans le désert, illustre l'attrait persistant de « l'Eldorado » libyen, malgré les dangers du voyage et les récentes violences xénophobes.

Ces victimes ont trouvé la mort dans le désert à la frontière sud de la Libye, après que leur camion soit tombé en panne. Parti début mai de Dirkou, dans le nord nigérien, à quelque 500 km de la frontière libyenne, ce véhicule transportait environ 165 passagers de diverses nationalités ouest-africaines, dont 65 Nigériens.

Fuyant la misère dans ces pays qui figurent parmi les plus pauvres du monde, des milliers de ouest-africains tentent chaque année leur chance en Libye.

Ces jeunes — majoritairement des sans papiers ressortissants du Niger, du Tchad, du Nigeria, du Mali ou du Ghana — tournent de plus en plus le dos à la Côte d'Ivoire et au Ghana, traditionnels pôles d'immigration, aujourd'hui en pleine récession économique.

Dans l'espoir de faire fortune, ils bravent les pièges du désert, seul obstacle majeur à leur rêve. Mais cette traversée tourne souvent à la tragédie.

Selon Ousseïni Algoubass, député d'Agadez (nord du Niger), 25 jeunes qui se rendaient en Libye sont « portés disparus » depuis le 22 avril suite à une panne de leur véhicule. En 1996, des dizaines de ressortissants ouest-africains avaient péri dans des conditions similaires dans le même désert nigérien.

« C'est très fréquent que des camions s'égarant dans le désert », déclare à l'AFP, Akoli Daouel, porte-parole du gouvernement nigérien originaire d'Agadez.

« Je connais cet itinéraire car j'ai failli y laisser ma vie », raconte Hadji Saïdou. En 1995, une centaine de clandestins avaient embarqué dans un vieux camion pour la Libye mais 30 d'entre eux étaient morts de soif après avoir été victimes d'une tempête de sable.

Ceux qui arrivent à destination sont parfois la cible de violences xénophobes comme en septembre 2000, où quelques 130 Africains ont été tués au cours de massacres perpétrés par des Libyens, selon des rescapés. Des milliers avaient alors fui le pays pour rentrer chez eux.

Selon les autorités libyennes, ces violences avaient fait six morts (un Libyen, deux Nigériens, un Soudanais et deux Tchadiens), 75 personnes pour la plupart de nationalité libyenne ayant alors été arrêtées et doivent être traduites en justice.

Près de deux millions de ressortissants d'Afrique subsaharienne vivent en Libye, qui compte environ cinq millions d'habitants.

En dehors de quelques convois officiels, le trafic entre le Niger et la Libye est organisé par la pègre locale, affirme un douanier en poste à Agadez, en précisant qu'il est impossible de surveiller les 800 km de frontière qui ne comptent que deux postes de contrôles.

Pour échapper aux patrouilles de l'armée libyenne, les camions font de longs détours dans le désert et finissent souvent par se désorienter.

Après les violences de septembre, la Libye et le Niger ont affiché une volonté commune de combattre l'immigration clandestine, mais selon M. Algoubass, les accords qui lient le Niger et la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (CEDEAO), ne l'autorisent pas à interdire les ressortissants des pays membres à traverser son territoire pour se rendre en Libye.

En août dernier, M. Khadafi a promis d'investir 19 milliards de FCFA dans l'agriculture à Agadez pour décourager les candidats à l'immigration vers son pays, mais selon un journaliste nigérien, « les dirigeants des États pauvres n'ont pas intérêt à stopper cet exode, car ils prennent le risque de multiplier le nombre de contestataires dans leur propre pays ».



Photo AFP

Enfants de chômeurs en Argentine

Depuis 13 jours maintenant, 3000 chômeurs bloquent la route nationale 3 dans la province de Buenos Aires, en Argentine, en exigeant que le gouvernement de Fernando de la Rúa se rende à sa promesse de créer 8700 emplois. Mais ces enfants ne paraissent pas encore trop, hier, avoir saisi la portée de l'événement.



EXPRESS INTERNATIONAL

| GRANDE-BRETAGNE |

Tony Blair toujours en tête

Associated Press

LONDRES — Le parti travailliste du Premier ministre britannique Tony Blair bénéficie d'une avance de 19 points sur le parti des conservateurs pour les élections législatives, selon un nouveau sondage publié aujourd'hui dans le *Sunday Times*.

La côte de popularité des travaillistes reste inchangé par rapport à celle de la semaine dernière, 49% des Britanniques ayant toujours l'intention de voter pour le parti de Tony Blair lors des élections législatives du 3 juin prochain. Toutefois, les conservateurs de

William Hague perdent deux points à 30% tandis que les libéraux-démocrates gagnent un point à 14%.

La semaine dernière, un sondage donnait 17 points d'avance au vice de Tony Blair.

Le coup de poing du vice-premier ministre britannique John Prescott à un jeune ouvrier agricole qui venait de lui jeter un oeuf n'a donc pas ébranlé la confiance des Britanniques qui, à 58%, estiment dans ce même sondage que le numéro deux de leur gouvernement disposait, au moment de sa nomination, de toutes les qualités pour occuper cette fonction.

| ITALIE |

Le leader de l'extrême droite veut jouer un rôle « visible »

Associated Press

ROME — Indifférent aux critiques lancées en Europe contre le discours xénophobe de son parti, le chef de la Ligue du Nord Umberto Bossi a fait savoir hier qu'il allait probablement rencontrer Silvio Berlusconi la semaine prochaine pour discuter du rôle « visible » qu'il compte bien jouer dans le futur gouvernement italien.

Hier, le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel, s'est de nouveau dit « choqué que des gens comme Umberto Bossi et son parti raciste et xénophobe puissent participer à un gouvernement en Europe ».

« Le raciste Bossi n'est pas différent de Jorg Haider », le chef de l'extrême droite en Europe, a ajouté le chef de la diplomatie belge dans un entretien au magazine alle-

mand *Der Spiegel*. Il a toutefois noté que l'influence de la Ligue du Nord, qui n'a obtenu qu'environ 4 % des suffrages lors des législatives de dimanche dernier, serait probablement moindre que celle du Parti libéral, le FPO, en Autriche.

Le quotidien italien *Corriere della Sera* rapportait hier qu'Umberto Bossi devait s'attendre à ce que le patron de Forza Italia récompense la Ligue du Nord, son alliée lors des élections législatives de dimanche dernier, par un poste de vice-président du Conseil italien et un ministère important, ou par la présidence de l'une des deux chambres du Parlement italien.

« Disons que je veux un poste depuis lequel je puisse voir ce qui se passe », a expliqué Umberto Bossi à l'agence de presse italienne ANSA.

RDCongo | Désengagement demandé

LES ALLIÉS militaires du régime de Kinshasa, réunis hier au sommet dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), ont exigé un désengagement « immédiat et sans condition » des rebelles du Mouvement de la libération du Congo (MLC, soutenu par l'Ouganda) des lignes de front. Le MLC, qui contrôle le nord de la RDC, est le seul belligérant à ne pas avoir désengagé ses troupes de 15 km des lignes de front dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord de cessez-le-feu signé en 1999. — d'après AFP

Côte d'Ivoire | Une « police parallèle » ?

LE MOUVEMENT ivoirien des droits de l'Homme (MIDH) a affirmé qu'une « police parallèle » existait au sein de la présidence ivoirienne, dans son bulletin mensuel parvenu hier à l'AFP à Abidjan. Mme Sarata Touré, directrice adjointe du directeur de cabinet du président Laurent Gbagbo, a rejeté en bloc les affirmations du MIDH, les qualifiant de « mensonges ». Selon le document du MIDH, un Centre de coordination et d'exploitation de renseignements (CCER) a été créé au sein de la présidence de la République en 1984, sous la présidence de Félix Houphouët Boigny, et son nom est devenu par la suite Cellule de coordination et d'exploitation de renseignements ». — d'après AFP

France | Plainte des Karkis

LE COMITÉ national de liaison des Harkis doit déposer une plainte contre la France pour crimes contre l'humanité devant le tribunal de grande instance de Paris et la Cour de justice européenne, a annoncé hier l'avocat de l'organisation. M^e Philippe Reulet a précisé que cette plainte serait déposée sur la base de la Convention de Genève de 1945 dans un délai de trois semaines à un mois « au nom des Harkis abandonnés par la France sur le territoire algérien à l'issue de la guerre d'Algérie et torturés ou exécutés ». M^e Reulet a fait cette annonce à Sainte-Livrade-sur-Lot, dans le sud-ouest de la France, où se déroule l'assemblée générale extraordinaire du Comité national de liaison des Harkis. — d'après AFP



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The Boston Globe

THE WALL STREET JOURNAL

Herald Tribune

The New York Times

The Economist

G comme dans « guzzlers »... ou goinfres

L'histoire d'amour entre l'Américain moyen et son VLT : l'assise du « plan énergétique » de Bush



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MARCIER, La Presse

Oubliez « gentilhomme », « gé-néreux » ou « gazelle » ; la lettre G est peut-être celle qui amorce les mots les plus agressifs des langues ambian-tes : « guerre », « guêpe », « griffe » — « Gestapo » et « G.I. ». Et quoi encore ? « Grizzly » ou « guillotine ». Nos voisins améri-cains ont eu recours à G pour « guzzler », le mot qui traduit cette sorte d'appétit incontrôlable d'énergie qu'incarnent ces véhicu-les dits de sport, loisir et travail (VLT) devenus omniprésents sur nos routes. N'étant pas en reste, le français, lui, avait déjà trouvé les mots « goinfre » ou, Rabelais aidant, « gargantuesque » pour dé-crire pareille voracité.

Ces « guzzlers » que sont les VLT, identifiés à la modernité auto-mobile, sont montrés du doigt par les écolos comme symbole de la consommation effrénée d'énergie. Le terme « guzzler » pourrait s'ap-pliquer aussi plus généralement à d'autres fonctions énergivores dans la vie quotidienne nord-améri-caine, l'utilisation abusive par exemple de la climatisation, à do-micile comme au travail, perçue comme facteur important des pénu-ries d'électricité qui, après la Cali-fornie, paraissent devoir se multi-plier cet été aux États-Unis.

En soi, le mot « guzzler » devrait interpeller l'intelligence, alerter le citoyen sur le caractère grossier, abusif de ses instruments et de ses habitudes. Mais en parcourant une pile de coupures de la grande presse américaine des dernières an-nées, on constate une chose : le mot n'a pas ce caractère avertisseur ; il traduit plutôt, dans la littérature médiatique, un état de fait, tam-ponné du message qu'il faut vivre avec. « Nous ici, on consomme ce qu'on veut, quand on veut, c'est comme ça, alors donnez-nous de quoi carburer. Et au meilleur prix possible, s'il-vous-plait-merci. »

Pour plusieurs analystes, c'est ce trait de culture qui constitue l'as-sise politique fondamentale du plan énergétique que le président George W. Bush a rendu public la semaine dernière. La Maison-Blan-che dit, en deux mots : « Vous vou-lez consommer de l'énergie ? D'ac-cord, on s'en occupe. Pour le reste, on verra. » Les spécialistes inter-prètent ce « plan énergétique » dans un autre langage : on va lais-ser la bride sur le cou à la de-mande, moteur de croissance, et on stimulera l'offre.

Un message clair

William R. Moomaw, professeur de droit de l'environnement à l'Université Tufts, croit avoir décelé

la mesure exacte de cette approche dans une courte déclaration que faisait il y a 15 jours Ari Fleischer, porte-parole officiel de la Maison-Blanche. Dans un article que repro-duitait le *Boston Globe* dimanche dernier, le prof citait M. Fleischer : utiliser moins d'énergie est incom-patible avec « le mode de vie amé-ricain (*an American way of life*) et ce doit être l'objectif des grands déci-deurs de protéger le mode de vie américain. Le mode de vie améri-cain est béni des dieux. Or ce pays regorge de ressources énergéti-ques ».

« Regorge de ressources » : vrai-ment ? Dans un saisissant portrait de la situation paru dans *La Presse* de vendredi, le politologue Phi-lippe Faucher, de l'Université de Montréal, rappelle entre autres que les États-Unis importent 54 % du pétrole qu'ils consomment et que des prévisions alarmistes évoquent 64 % dans un proche avenir.

La soif énergétique américaine va s'éteindre en partie grâce aux voisins canadiens et mexicains, mais ce ne sera pas suffisant. Les sous-sols pétrolifères du Proche-Orient, par exemple, demeurent une source d'approvisionnement de première importance et là, c'est souvent un scénario catastrophe qui guette. Le professeur Moomaw, pour sa part, est d'avis que la guerre du Golfe, conduite par le père de l'actuel président américain

contre Saddam Hussein, avait es-sentiellement pour objectif de pro-téger les appétits pétroliers améri-cains, contrairement, dit-il, à ce qu'a pu prétendre George Bush I. Et l'administration actuelle ne fait que renouer avec cette tradition.

Force est de constater, note M. Moomah, que le citoyen a perdu tout contrôle sur le processus de l'offre énergétique, tout aux mains des grandes pétrolières et dont d'ailleurs une bonne part de l'acti-vité se situe à l'étranger. Toute ges-tion du commerce de l'énergie ne peut plus se faire qu'au niveau de la demande et le professeur se voit réduit — piteusement, convient-il — à suggérer aux individus de se regarder dans le miroir et de se de-mander s'ils ont vraiment besoin d'une fourgonnette ou autre VLT pour leurs déplacements.

Le dilemme des constructeurs

Le sentiment général découlant de l'annonce du « plan énergé-tique » du président Bush, c'est qu'il ne faudra guère compter sur le lé-gislateur pour restreindre la de-mande énergétique dans les années à venir, ce qui risque de faire râler tout ce qui grouille comme mouve-ment écolo de par le monde, compte tenu de l'impact, sur la pla-nète, d'une augmentation massive de l'offre sur un marché aussi im-portant que celui des États-Unis.

Les constructeurs automobiles

par contre paraissent déjà sensibili-sés à cette pression montante, sans compter que la hausse des prix de l'essence menace directement le commerce de leurs gros véhicules. Dès juillet dernier, Ford annonçait une réduction de 25 % sur cinq ans de la consommation d'essence de ses VLT.

De fait les constructeurs automo-biles, note le *Wall Street Journal*, maintiennent chez eux leur résis-tance à toute initiative de protec-tion de l'environnement, mais sont forcés en même temps de tenir compte, pour la santé de leurs mar-chés extérieurs, en Europe princi-palement, de réglementations plus sévères qu'aux États-Unis. C'est ainsi qu'on en est venu chez ces gens à s'intéresser davantage à la réduction des gaz à effet de serre.

Mais même chez Ford, leader verbal sous ce rapport, on attend encore les vraies décisions indus-trielles devant conduire à une ré-duction de la consommation d'es-sence, signale le *Journal*. General Motors à son tour a invité la grande presse au Michigan il y a dix jours pour lui révéler ses plans « d'ou-verture au dialogue » en matière d'émission de gaz à effet de serre.

Sur des oeufs : c'est que les « guz-zlers », ces goinfres de l'essence, en sont venus à occuper la moitié du marché des véhicules neufs ces der-nières années. Les profits touchés

de la vente de ces VLT peuvent dé-passer 10 000 \$ US pièce. Les VLT sont devenus les vaches à lait de l'industrie automobile.

Mais les bonnes intentions rela-tives à la consommation des VLT n'ont guère changé le décor jus-qu'ici. Le *New York Times* signalait la semaine dernière qu'en 20 ans, la consommation moyenne de tous les véhicules personnels sur le mar-ché réel ne s'est pas améliorée et qu'elle a même augmenté légère-ment. Elle atteindra en 2001 24,5 milles au gallon. Son meilleur score aura été réalisé en 1987 avec 26,2 milles au gallon... juste avant que ces goinfres de VLT ne com-mencent à envahir le marché.

La consommation globale

Par rapport à la planète, les « guzzlers » ne sont qu'un aspect du problème. Thilo Bode, directeur général de Greenpeace Internatio-nal, fait remarquer dans l'*Internatio-nal Herald Tribune* que 670 millions de véhicules — camions et voitu-res — roulent actuellement sur la Terre et que, selon des prévisions des Nations unies, le chiffre attein-dra entre 1 et 1,5 milliard en 2030. Le choc pétrolier des années soixante-dix aura contribué à res-serer les normes de consommation des véhicules, mais les avantages obtenus alors ont été largement ef-facés depuis, par l'augmentation du nombre de véhicules, l'accroisse-ment des distances qu'ils parcou-rent et la hausse de consommation liée à l'augmentation de leur vi-tesse de croisière moyenne.

M. Bode se désole que la puis-sante industrie automobile ne se soit pas encore engagée sérieuse-ment dans des expériences comme celle que mène depuis plusieurs années sur l'« Hypercar » le Rocky Mountain Institute, aux États-Unis (www.RMI.org). Observation qui a mis la puce à l'oreille de l'hebdo *The Economist*, qui est allé aux sour-ces. L'Hypercar fonctionne à pile à combustible, son moteur soutirant de l'atmosphère un oxygène qui compose avec l'hydrogène en résér-voir pour produire de l'électricité, ne laissant que de l'eau comme émission. Rien de bien spécial jus-que-là puisque toute la grande in-dustrie planche sur cette idée. Mais l'Hypercar est une voiture repensée de A à Z, qui en arrive à un rende-ment, sans pollution, équivalent à 100 milles au gallon (42,5 km au li-tre) d'essence.

Comme entrée en matière, le prospectus de l'Hypercar cite un autre G, le grand Goethe : « Tout ce que tu peux faire, ou que tu rêves de faire, commence-le. L'audace re-cèle du génie, de la puissance et de la magie. »



The Boston Globe

Outrance

LES CHIFFRES liés à la consommation d'essence des véhicules de loisir et de tra-vail (VLT) sont renversants. Ces voitures ne représentaient que 2,5 % de la consom-mation en 1975 contre 25,8 % en 2000 ; fourgonnettes et pick-ups entre-temps dé-pensaient 22,6 % de l'essence en 1975 contre 32,4 % 25 ans plus tard. La simple automobile absorbait 74,9 % du marché de l'essence en 1975 contre seulement 41,9 % l'an dernier. Il y a 25 ans, rappelle le *Boston Globe*, VLT et assimilés étaient l'apanage de fermiers et petits artisans ; ces véhicules ont ensuite gagné la faveur des amateurs de plein air, puis des ban-lieusards, devenant bientôt consécration sociale. Au grand dam des constructeurs automobiles, des législateurs souhaitent que tous ces « guzzlers » soient inclus dé-sormais non plus dans la catégorie des « petits camions », au sens de la loi, mais dans celle des « voitures de passagers », ce qui obligerait les fabricants d'automobiles à faire passer de 20,7 à 27,5 milles au gallon la consommation moyenne des véhicules de la catégorie ainsi redéfinie des « voitures de passagers ». Les constructeurs ont un appui de taille : le vice-président Dick Cheney, qui vient direct de l'industrie du pétrole, s'y oppose.



The New York Times

Prévoyance

UN CAHIER publicitaire encarté dans le *New York Times*, paru trois jours avant l'an-nonce du « plan énergétique » du prési-dent Bush, promet la fortune à ceux qui investiront dans les industries engagées dans l'amélioration du rendement de l'électricité. Le message est clair : l'offre va s'accroître, la facture mensuelle va bondir, aussi faudra-t-il s'assurer que les services en gestion de l'énergie (EMS) puissent ré-pondre au problème. Un problème qui, dans l'immédiat, se double d'un risque de pannes à répétition, lesquelles obligent les industries et les grands immeubles, entre autres, à se doter de systèmes d'en-treposage de l'électricité en même temps que d'appareils et de mécanismes visant à réduire la consommation. L'industrie s'at-tend à une augmentation de 400 % de son chiffre d'affaires d'ici quelques années, pouvant atteindre les 190 milliards. Ceux qui avancent ces chiffres sont les gens d'Enron, une compagnie de Houston au Texas, que l'hebdo britannique *The Obser-ver* a déjà indentifié comme acteur clé dans la déréglementation survenue en Grande-Bretagne, puis en Californie, des marchés où les comptes d'électricité ont connu des hausses prodigieuses. Voilà une industrie qui ne manque pas de suite dans les idées.



The Washington Post

Désespérance

ON LE SENTAIT venir, c'est arrivé : l'ad-ministration Bush entend faire échec aux efforts de l'OCDE (l'Organisation de co-opération et de développement économi-ques) pour contrer les paradis fiscaux qui pullulent dans les Caraïbes, les îles de la Manche, voire en Europe. L'argument : cette mesure pourrait conduire à une hausse des impôts aux États-Unis. Les Eu-ropeens tiennent beaucoup à cette initia-tive : ils n'auront qu'à ajouter cet échec virtuel à ceux que constituent le rejet de Kyoto et l'initiative du bouclier nucléaire au bilan de leurs nouveaux rapports avec les États-Unis. Barbara Angus, spécialiste en fiscalité internationale au Trésor améri-cain, l'a dit sans ambages à un forum de l'OCDE : Washington n'est plus intéressé à marcher dans ce « plan dangereux qui affecte la concurrence fiscale ». C'est que le président Clinton souhaitait qu'on mette au pas les paradis fiscaux et que la Maison-Blanche de Bush avait donné si-gne d'y donner suite. Mais des lobbies sont passés par là, puis le secrétaire au Trésor a compris : « Les États-Unis ne veulent pas qu'on dicte à quiconque des règles fiscales et ne participeront pas en conséquence à toute démarche visant à harmoniser les fiscalités mondiales. »



The New York Times

Vengeance

L'EMPIRE DU JEU gagne du terrain de jour en jour. Pionnière nord-américaine de l'in-dustrie, la coterie de Las Vegas avait hurlé en voyant, sur Internet, des compétiteurs étran-gers venir solliciter ses clientèles. Branle-bas de pressions alors auprès des législateurs — au Nevada et dans l'État de Washington notamment — pour forcer la Toile à inter-rompre cette diffusion dans ces États. Puis soudain changement de cap : on constate un revirement total, du moins de la part des élé-ments dominants de Vegas, note le *New York Times*. Pas possible d'en arriver à extirper la concurrence à l'ère de ces communications modernes : les gros de Vegas prendront la place. Au total, pas moins de 1400 sites ex-ploités par 250 entreprises, procédant depuis des terres étrangères, aguichent le joueur américain. C'est trop gros : mieux vaut pour l'industrie américaine des casinos — chiffre d'affaires de 40 milliards \$US — leur faire concurrence ou, mieux, les absorber. C'est du moins ce que soupçonnent les observateurs, constatant que les législateurs qui ap-puyaient les requêtes en interdiction deman-dées par les magnats de Las Vegas viennent de baisser les bras. Les paris sur Internet ont atteint un chiffre d'affaires mondial de 1,6 milliard en 2000 ; les projections pour 2003 : 5 milliards. Avec plein de sites malhonnêtes.

CONSUMMATION

Où trouver des plants de qualité et des bons conseils ?

MARYSE GUÉNETTE
collaboration spéciale

Vous avez le goût de transformer complètement votre parterre ? D'y ajouter quelques arbustes et vivaces ? De garnir votre balcon de boîtes à fleurs ? Peu importe, vous tenez à vous procurer des plants de qualité et à avoir des conseils adéquats. À quelle porte frapper pour obtenir cela ? Nous avons posé la question à deux spécialistes.

Petit ou grand commerce ? « Faites affaire avec un centre jardin qui est aussi un producteur », nous a dit tout de go Patrick Monast, professeur d'horticulture à l'Institut de technologie agroalimentaire de Saint-Hyacinthe. La raison ? « Un tel professionnel connaît bien ses plants et est en mesure de bien renseigner ses clients. »

Comment savoir si un centre jardin est aussi producteur ? « Le mieux, c'est d'acheter auprès d'entreprises qui ont pignon sur rue depuis longtemps, dit Patrick Monast. Évidemment, on peut aussi se fier au bouche à oreille. Ou encore, acheter ses plants au marché... »

Vous êtes attiré par une grande surface parce qu'on y vend moins cher que chez les petits producteurs ? « Le problème, c'est que la qualité n'est pas toujours présente, dit Sylvain D'Amours, agronome horticole et professeur à l'École d'agriculture de Nicolet. Et l'information, pas toujours adéquate. »

Patrick Monast renchérit :

« Dans certaines grandes chaînes, les plants sont utilisés comme des *lost leaders*, dit-il. On s'en sert pour attirer la clientèle et leur vendre autre chose. Ces pratiques nuisent énormément à l'économie locale. Les producteurs agissent différemment. Ils ne font pas de soldes. Lorsqu'ils veulent que leur investissement rapporte, ils laissent leurs plants passer l'hiver en dormance, puis ils les rempotent afin de les vendre l'année suivante. »

L'état des lieux

Pour Sylvain D'Amours, il y a des signes qui ne trompent pas. « Sur place, regardez comment les plants sont placés, conseille-t-il. Dans un bon centre jardin, on n'y va pas au hasard. On regroupe les plants selon leurs besoins spécifiques. Par exemple, les bégonias et les impatientes devraient être dans la mi-ombre, alors que les rosiers et les chrysanthèmes devraient être au soleil. Si ce n'est pas le cas, c'est qu'il y a un problème. »

M. D'Amours propose un autre conseil. « Les personnes qui achètent plusieurs plants dans une pépinière devraient demander à visiter les postes de multiplications, dit-il. C'est l'endroit où on fait des

boutures et des greffes. Lorsque les lieux sont bien tenus, on s'en rend facilement compte. »

...et des plants

On s'en doute, l'état des plants est aussi un facteur à prendre en considération. Selon M. D'Amours, on ne devrait pas trouver de mauvaises herbes dans la terre. Et les plants ne devraient pas avoir de feuilles qui jaunissent ou qui tombent. « Cela indique que le plant est stressé, dit-il. Il manque sans doute d'eau ou de fertilisant. » De même, on devrait se méfier des plants dont les feuilles sont anormalement petites.

« Cela signifie que le plant est dans le même pot depuis trop longtemps. »

C'est un arbre que vous voulez ? « Regardez la qualité de la structure de l'arbre, suggère Patrick Monast. Il faut qu'il y ait un tronc unique qui va des racines à la cime. Et l'écorce ne devrait pas être endommagée. » Vous préférez des fleurs ? « Pour les vivaces, choisissez des plants touffus et solides sans vous préoccuper du nombre de fleurs. Pour les annuelles, au contraire, il

faut porter attention à ce dernier aspect si on veut une bonne floraison. »

Les racines aussi peuvent en dire beaucoup. « Elles doivent remplir le pot, indique M. D'Amours. Lorsque ce n'est pas le cas, cela veut dire que ça ne fait pas longtemps que le plant a été mis en pot. C'est ce qu'on appelle un plant à racines nues. Ils sont moins chers que les autres, parfois même la moitié du prix, mais l'été, ils survivent difficilement à la transplantation. »

Les racines du plant que vous convoitez tournent en spirale à l'intérieur du pot ? Ce n'est pas non plus une bonne chose. « Le plant est dans le même pot depuis trop longtemps, dit M. D'Amours. Lorsqu'il sera transplanté, les racines continueront à tourner. Ce qui l'empêchera de bien prendre. » Selon le spécialiste, dans un tel cas, il faut faire sectionner les racines.

Autre aspect à prendre en considération : la couleur des racines. « Si vous sortez un plant de son pot, puis enlevez la terre autour des racines, vous verrez si le plant est en santé, dit M. D'Amours. Les racines devraient être beiges ou blanches. Si elles sont brunes ou noires, cela signifie que la plante est en train de périr. » Alors, il vaut sans doute mieux faire ses achats ailleurs...

Des conseils

Vous voulez être bien informé ? N'hésitez pas à magasiner et à poser des questions. Puis, faites af-

faire avec un centre jardin où on est capable de vous répondre. « Les consommateurs ne devraient pas se contenter de réponses évasives », dit M. D'Amours. Celles données par les employés de votre centre jardin ne vous conviennent pas ? Voilà une autre raison d'aller frapper à une autre porte.

...et des garanties

Ici comme ailleurs, les consommateurs bénéficient de garanties. Comme les autres biens, les plants doivent servir à l'usage auquel ils sont destinés durant une période raisonnable, et cela eu égard notamment à leur prix et aux conditions d'utilisation.

Les conseils donnés par les centres jardin prennent ici toute leur importance. On pourrait refuser de vous échanger un arbre qui a eu la vie courte parce que vous l'avez mis en plein soleil alors qu'on vous avait mentionné qu'il préférerait l'ombre. Mais si on vous a vendu un arbre en mauvais état, ou si on vous a donné de mauvaises indications et que cela a causé la perte de votre plant, on devra vous dédommager. On pourra alors vous remettre un bien de valeur égale à celui acheté, ou vous rembourser.

Sur ce, bon jardinage !



Site internet: <http://www.option-consommateurs.org>
Courriel: info@option-consommateurs.org
2120 Sherbrooke Est,
bureau 604 Montréal (Québec) H2K 1C3
Télécopieur (514) 598-8511

SEARS

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 27 MAI OU, SI SEARS EST FERMÉ, JUSQU'AU SAMEDI 26 MAI 2001, DANS LA LIMITE DES STOCKS

DERNIÈRE SEMAINE!

LIQUIDATION MONSTRE DE PNEUS POUR CAMIONNETTES

Et quantité de bons achats



Avec la carte Sears,

pas de paiement avant 18 mois* ou pas d'intérêt avant mai 2003**
pour tous les produits et services automobiles de plus de 200 \$

Rabais 10%
Soldés, à partir de **39⁹⁹**
Ch. P155/80R13
Pneus toutes saisons BFGoodrich Plus
Série n° 36000

Dimensions	Soldé, chacun
P185/80R13	53,99
P185/75R14	56,99
P195/75R14	59,99
P175/70R13	50,99
P185/70R14	59,99
P185/65R14	62,99

Garantie de 90 000 km contre l'usure[†]

Rabais 10%
Soldés, à partir de **71⁹⁹**
Ch. P205/75R14
Pneus Sport King pour camionnettes/véhicules sport utilitaires
Série n° 67000

Dimensions	Soldé, chacun
P205/75R15	79,99
P225/75R15	88,99
P235/75R15XL	90,99
LT235/75R15	103,99
LT245/75R16	134,99
LT235/85R16	122,99

Autres formats aussi en solde

Rabais 25%
Soldés, à partir de **69⁹⁹**
Ch. P185/75R14
Pneus Response RST Touring '2000'
Série n° 59000

Dimensions	Soldé, chacun
P225/60R16	99,99
P195/75R14	74,99
P205/70R15	88,99
P185/70R14	75,99
P195/70R14	79,99
P205/65R15	89,99

Garantie de 120 000 km contre l'usure[†]

Rabais 30%
Soldés, à partir de **96⁹⁹**
Ch. P175/70R13
Pneus Michelin[®] RoadHandler[™] TPlus
Série n° 51000

Dimensions	Soldé, chacun
P185/70R14	107,99
P205/70R15	122,99
P215/70R15	129,99
P185/65R14	113,99
P205/65R15	128,99
P225/60R16	139,99

Autres formats aussi en solde

Garantie à kilométrage illimitée de 6 ans contre l'usure[†]

[†]Détails complets chez Sears

[™]RoadHandler est une marque déposée de Sears

Rabais 25%
Pneus toutes saisons Silverguard Esprit[™] II
Soldés, à partir de **45⁹⁹** ch.
P155/80R13. Série n° 71000.
Autres formats, soldés 59,99-90,99 ch.

Rabais 25%
Plaquettes de freins installées
Si installées par un technicien de Sears.

Rabais 10%
Pneus Goodyear[™] WeatherHandler[™]
Soldés, à partir de **62⁹⁹** ch.
P155/80R13. Série n° 65000.
Autres formats, soldés 89,99-126,99 ch.
WeatherHandler est une marque de commerce de Sears: pneus fabriqués exclusivement pour Sears par Goodyear

Rabais 40%
Pneus RoadHandler Voyager LX
Soldés, à partir de **79⁹⁹** ch.
P175/70R13. Série n° 63000.
Autres formats, soldés 83,99-122,99 ch.

Rabais 20%
Pneus Goodyear Eagle TR
Soldés, à partir de **95⁹⁹** ch.
P185/60R14. Série n° 76000.
Autres formats, soldés 100,99-182,99 ch.

Rabais 20%
Pneus Goodyear Wrangler APT pour camionnettes/véhicules utilitaires sport
Soldés, à partir de **115⁹⁹** ch.
P225/70R14. Série n° 66000.
Autres formats, soldés 123,99-186,99 ch.



Avec garantie contre les avaries routières[†] et permutation gratuite des pneus tous les 10 000 km

*Offre 'Pas de paiement': pas de paiement avant novembre 2002. **Offre 'Pas d'intérêt': payez en 24 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en mai 2003. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears, à compter du mois suivant. Les deux offres: avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit. Achats minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. À l'exclusion des articles de nos Centres et magasins de liquidation et des achats par catalogue. Offres en vigueur jusqu'au dimanche 27 mai ou, si Sears est fermé, jusqu'au samedi 26 mai 2001. Renseignez-vous.

SEARS

ANJOU*
353-7770
BROSSARD*
465-1000
LASALLE*
364-7310

LAVAL*
682-1200
ST-BRUNO
441-6603
ST-LAURENT*
335-7770

PAS DE PAIEMENT AVANT JUIN 2001 pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Détails en magasin

Copyright 2001. Sears Canada Inc.

NP0541201

Copyright 2001. Sears Canada Inc.

LE CENTRE DES SCIENCES DE MONTRÉAL au Vieux-Port de Montréal

vous invite à relever

le Défi-Forêt

Cette photo montre une forêt qui vient de faire l'objet d'une coupe avec protection de la régénération et des sols

En combien de temps une jeune forêt viendra-t-elle remplacer celle qui a été coupée ?

- a 10 ans
- b 20 ans
- c 50 ans



Venez vérifier votre réponse avec ce coupon-rabais et relevez plus de **90 autres défis !**



CENTRE DES SCIENCES DE MONTRÉAL

Canada



(514) 496-4724 • 1 877 496-4724

www.centredessciencesdemontreal.com

2\$
de rabais

sur le **DUO EXPOS / IMMERSION**

Présentez ce coupon à la billetterie du Centre des sciences et obtenez un rabais de 2\$ sur le tarif régulier adulte, aîné, adolescent ou enfant du duo EXPOSITIONS scientifiques interactives et Ciné-jeu IMMERSION. Selon l'horaire et la disponibilité. Aucune valeur monétaire. Ne peut être combiné à aucune autre promotion. Reproduction mécanique non acceptée. Un coupon par personne. Valide jusqu'au 15 juin 2001.



Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec

La Presse

JOURNAL DE BORD

Convoyage et ambiance «mini»

À 22 ans, Damien De Pas se lance dans une aventure unique : participer, sur le voilier qu'il a construit de ses mains, à une course océanique de longue durée, la Mini-Transat, dont le départ sera donné en France en septembre. Les lecteurs de *La Presse* peuvent suivre ses préparatifs et son entraînement en Bretagne grâce à des extraits de son journal de bord publiés tous les dimanches dans nos pages.



DAMIEN DE PAS
collaboration spéciale

Ma seconde course de qualification est partie de La Rochelle le samedi 19 mai. Au moment où les lecteurs de *La Presse* lisent ces lignes, je suis donc en mer, direction l'Angleterre. D'ici là, je « convoie » *Dingo* jusqu'à cette nouvelle ligne de départ, comme disent les Français lorsqu'ils amènent leur bateau de course d'un port à l'autre.

■ ■ ■

Minuit, au large de l'île d'Yeu. Mer calme. Vent léger de l'ouest. Je lève les yeux vers ma girouette, située tout en haut du mât. Je l'aperçois à peine à travers la brume. Lors de notre départ de Pornichet en début de soirée, elle s'était levée suffisamment pour nous laisser sortir du port. Maintenant nous naviguons dans la purée de pois.



Photo ÉVANGÉLINE DE PAS, collaboration spéciale

En attendant d'y laisser ma peau, je prends un peu de bon temps.

Évangéline est assise sur le pont et monte la veille. Elle me semble un peu tendue. C'est tout à fait normal, car moi aussi je suis inquiet. J'essaie, par contre, de ne pas trop le montrer. Avec cette brume et sans radar, il est toujours dangereux d'entrer en collision avec un bateau de pêche ou un cargo.

« Entends-tu le bruit de moteur ? » me demande-t-elle. Affirmatif, le son est clair. Toutefois je n'ai aucune idée de la distance à laquelle se trouve ce bateau. Parfois il semble se rapprocher dangereusement. Alors Évangéline éclaire les voiles avec la lampe de poche. L'air est très humide. Même au sec, avec des vêtements chauds, le froid nous transperce.

Trois heures du matin. La brume est moins dense. Nous apercevons quelques étoiles et la lune. Le vent a tourné légèrement sur le travers. Il est si faible que je hisse le grand spi et le borde plat sur le côté. C'est grandiose. *Dingo* avance doucement avec l'immense voile aux couleurs de CinéGroupe. L'oiseau du logo scintille sous la lune.

Dominique est heureuse. Après avoir passé des centaines d'heures à préparer ce bateau, elle peut enfin jouir de cette première glisse tranquille. Moi0, ça me fait plaisir de la voir à la barre de *Dingo*. J'ai alors une pensée pour Carl, mon

père, qui aimerait tant être là lui aussi.

Le lendemain midi, le vent nous fausse compagnie vis-à-vis l'île de Ré, à une vingtaine de milles de notre but. En plein soleil, la chaleur est insupportable. Le calvaire commence pour moi. Je n'ai pas de patience et ne supporte pas de rester immobile sur cette mer d'huile. Évangéline me rappelle que c'est un excellent test pour le pot au noir, cette zone de calmes au niveau de l'équateur que nous devons franchir durant la deuxième étape de la Mini-Transat.

Je manoeuvre sans cesse tout l'après-midi pour avancer de risée en risée. Nous entrons à La Rochelle juste avant la nuit. Je suis encore très fatigué. J'ai dormi 20 minutes durant ces 25 heures de navigation. Ce n'est pas suffisant. Encore une fois, je me suis fait avoir par la clarté. Comme je me sens en forme durant la journée, je ne pense pas à me reposer. Pour la prochaine course, je me forcerai à dormir même si je ne sens pas la fatigue.

■ ■ ■

La Rochelle. Plus de 3500 bateaux de toutes sortes dans le Port des Minimes ! Il y a une belle ambiance sur le ponton 14, réservé aux 70 minis qui participeront à la

prochaine course de qualification : le Mini Pavois. Cette épreuve de 700 milles en solitaire comprendra deux étapes avec une escale de 48 heures à Portsmouth, Angleterre. Elle se terminera à Saint-Quay Portrieux, petit port de Bretagne au sud de la Manche. Le départ sera donné près de Fort Boyard, à environ 10 milles de La Rochelle.

Pour l'instant, une cinquantaine de concurrents sont arrivés. Je suis entouré de skippers de tous âges et de nationalités différentes. Chacun prépare son propre bateau, mais tout le monde s'entraide et déconne ensemble. Les coureurs se déplacent de bateau en bateau pour emprunter des outils ou demander conseil.

Dans ce monde de 6m50, on évoque souvent « l'esprit mini » pour décrire l'atmosphère propre à cette classe. L'esprit mini, c'est le mec qui travaille lui-même à la préparation de son bateau parce qu'il n'a pas les moyens de se payer un préparateur. C'est lorsque tout va mal, qu'on passe un temps fou à résoudre un problème, mais qu'on est certain que ça va finir par s'arranger. C'est vivre dans son bateau depuis six mois, comme le concurrent hollandais.

À ce sujet, on peut dire que l'équipe du numéro 305 fait preuve d'un bon esprit mini. Les gens au-

tour de nous sont sidérés lorsqu'ils apprennent que nous dormons tous les trois à bord de *Dingo*. Pourtant chacun a sa petite place à l'intérieur et l'ambiance est chaleureuse.

Ce soir, à l'heure de l'apéro, nous invitons les copains à prendre un verre de rosé. Évangéline a acheté un cubitainer et bientôt nous sommes cinq assis dans le cockpit de *Dingo*. Quinze minutes plus tard, le nombre a doublé. Pas besoin de vous dire que nous parlons voile. Nous discutons de tous les sujets qui concernent nos bateaux et les courses. Mine de rien, chacun examine les détails de mon plan de pont, de l'accastillage et du grément, et donne parfois son avis.

Évangéline se fait taquiner depuis qu'elle assiste le jaugeur de la Classe Mini. Elle reçoit une formation qui lui permettra de pré-juger les 6.50 nord-américains, si un jour il y en a. Il faut voir la tête des copains quand ils s'aperçoivent que c'est ma soeur qui vient les contrôler !

Le temps file et le grand jour approche. J'ai rempli ma fiche d'inscription hier. Les organisateurs demandent à chaque coureur de signer une feuille titrée : « engagements et obligations des concurrents ». Le ton de ce document écrit par leur avocat a choqué tout le monde et elle fait encore jaser sur le ponton. En voici un extrait : « En conséquence de mon plein gré et consentement, je prends la décision d'assumer et d'accepter les risques liés à ma participation à l'épreuve et en particulier le risque de perdre la vie que je considère comme un risque normal dans une telle course. » Et vlan !

En attendant d'y laisser ma peau, je prends un peu de bon temps. Il fait très beau à La Rochelle depuis deux jours. J'essaie de me reposer tout en me préparant le mieux possible. Il me reste quelques trucs à régler avant samedi prochain. Aujourd'hui, j'ai sorti les cartes marines qui couvrent le parcours et je vais analyser ma route selon les vents et les points de passage obligatoires. Cette course sera difficile et j'ai l'intention de tout faire pour être bien dans ma tête au moment du départ.



On peut relire les chroniques de Damien De Pas à l'adresse Internet suivante : www.cyberpresse.ca/damiendepas

LA SÉCURITÉ N'A PAS DE PRIX ? PLUS MAINTENANT !



VOLVO S40
Meilleure voiture a vocation familiale 2001*

Louez une S40 pour

399 \$

/mo. (48 mois) avec acompte de seulement

2 895 \$



VOLVO V40
Meilleure familiale 2001

Louez une V40 pour

399 \$

/mo. (48 mois) avec acompte de seulement

2 995 \$

VOLVO
pour la vie

Grâce à la S40 et V40 de Volvo, le prix que vous devez payer pour conduire en toute sécurité est beaucoup plus raisonnable.

- MOTEUR TURBOCOMPRESSÉ À 160HP
- SACS GONFLABLES FRONTAUX À DÉPLOIEMENT ADAPTÉ
- SIÈGES À PROTECTION ANTICONTRECOUP
- RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX
- SYSTÈME DE PROTECTION EN CAS DE COLLISIONS LATÉRALES
- SACS GONFLABLES LATÉRAUX
- CAGE DE SÉCURITÉ EN ACIER HAUTE RÉSISTANCE
- FREINS ABS RÉPARTITION ÉLECTRONIQUE DU FREINAGE

 ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA
AUTOMOBILE JOURNALISTS ASSOCIATION OF CANADA

2956156A

le groupe
VOLVO

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Laval
VOLVO DE LAVAL
div. de: Boulevard St-Martin Auto
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

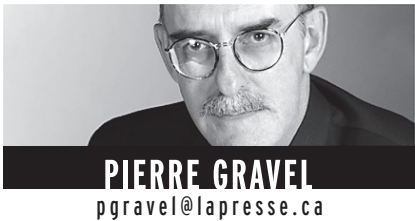
Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

*PDSF pour un Volvo S40/V40 2001 : 31 400 \$/32 400 \$. Taux de bail de 4.9% offert sur S40/V40 de modèles 2001. Cette offre temporaire est disponible par l'entremise des détaillants Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Exemple de location à long terme d'une Volvo S40/V40 2001 avec acompte ou échange équivalent de 2 895 \$/2 995 \$: 399,11 \$/399,36 \$ par mois, basé sur 48 mensualités totalisant 19 157,28 \$/19 169,28 \$. Achat à la fin du bail pour 13 461,00 \$/14 542,00 \$. Fret et préparation de 1 050\$, taxes, immatriculation et assurances en plus. Première mensualité et dépôt de sécurité de 500 \$ (dépôt de sécurité sur S/V40 non requis jusqu'au 31 mai, 2001) requis. Le bail prévoit une allocation de 20 000 kilomètres par année (0,08 \$ par kilomètre excédentaire). Le détaillant peut louer ou vendre moins cher. Pour plus de détails ou d'autres options de location, voyez votre détaillant Volvo. ©2001 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo, pour la vie» est une marque de commerce d'Automobiles Volvo du Canada Ltée. N'oubliez pas de boucler votre ceinture. Visitez www.volvocanada.com. AJAC 'Meilleure familiale' 2001 - V40, et 'Meilleure voiture à vocation familiale' 2001 - S40.

2956183

FORUM

Une heureuse idée



On dira peut-être qu'il n'y a là rien de bien extraordinaire. Et qu'il suffisait d'y penser. Mais c'est peut-être précisément là un des atouts majeurs du maire Bourque, de Montréal, que d'y penser avant tout le monde. Ou, du moins, au bon moment. En somme, d'avoir des bonnes intuitions. Pas nécessairement géniales. Mais pertinentes.

Ça a été le cas avec cette formule-choc « Une île, une ville » qui a tellement fait rêver un géant comme Jean Drapeau, qui ne l'aura jamais vue devenir réalité. Et dont le crédit, dans les livres d'histoire, reviendra à Pierre Bourque qui aura eu surtout le mérite de la relancer en temps opportun.

Sans être aussi spectaculaire, sa récente proposition de transformer des églises qui sont aujourd'hui largement désertées en mairies d'arrondissement est de la même eau. Il suffisait, là aussi, d'y penser.

Sous réserve d'un examen plus poussé en ce qui a trait aux besoins spécifiques de chaque secteur, au coût de certaines transformations ou aux autres locaux disponibles, il reste que, a priori, cette hypothèse comporte plusieurs éléments intéressants.

Elle a peut-être d'abord le mérite de contribuer à régler un problème épineux pour les paroisses et le diocèse qui se retrouvent avec des édifices qu'ils n'ont plus les

moyens d'entretenir et dont il faudra se départir, de toute façon, à plus ou moins brève échéance.

Par ailleurs, comme il s'agit là d'immeubles qui ont été payés par des générations passées, on ne peut s'empêcher d'éprouver un réel malaise à l'idée que ces monuments à la mémoire de dizaines de milliers de croyants seraient voués au pic des démolisseurs. Ou cédés carrément à des entrepreneurs pour être transformés en condos qui seraient mis à la disposition d'éventuels acheteurs fortunés. Sans parler, bien sûr, de la valeur patrimoniale ou architecturale de plusieurs de ces temples qu'on ne saurait, sans ressentir un sentiment d'abandon coupable ou de trahison, laisser devenir la propriété exclusive d'une poignée de privilégiés.

La suggestion de Pierre Bourque, dont on peut se réjouir qu'elle ait déjà reçu un accueil sympathique de la part des autorités religieuses, a également et surtout l'avantage de conserver à ces édifices une dimension de service communautaire. En ce sens, on ne peut que souhaiter que, dans les éventuelles futures mairies d'arrondissement, des locaux bien aménagés seront aisément accessibles à des groupes de citoyens qui, à défaut de s'y retrouver une fois par semaine, le dimanche, pour des cérémonies religieuses, auraient le sentiment qu'ils disposent d'un lieu de rassemblement familial où ils peuvent entretenir un réel sentiment d'appartenance à une communauté de taille humaine. Dans l'énorme entité politique qu'on se prépare à créer, ce ne serait pas du luxe. Et ce serait peut-être là le principal mérite de cette heureuse idée.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Grand ménage en Colombie-Britannique



Après avoir passé une bonne partie de la semaine à nous entretenir en long et en large des déboires de l'Alliance canadienne, les journaux anglophones ont su faire de la place aussi ces derniers jours au raz de marée libéral qui a déferlé sur la Colombie-Britannique.

Vu le décalage horaire, Internet a été particulièrement pratique puisqu'on a pu y retrouver les résultats connus seulement après les heures de tombée de l'Est. C'est ainsi qu'on a appris avec quelle force le Nouveau Parti démocratique s'est presque fait balayer de la carte et comment les Verts sont allés chercher 12,37 % des votes. Pas assez pour faire élire un député mais assez pour prendre une sérieuse bouchée des appuis de gauche traditionnellement réservés au NPD.

Selon les commentateurs, cette victoire pourrait changer beaucoup de choses au Canada, puisque les réformes proposées par le Parti libéral touchent les règles les plus élémentaires du fonctionnement gouvernemental. Ainsi, rappelait Andrew Coyne du *National Post*, les libéraux de Gordon Campbell ont promis des votes libres en Chambre sur tout sauf des motions de confiance pré-définies. Ils proposent aussi des élections à tous les quatre ans à date fixe, etc. M. Campbell veut aussi réformer le système de péréquation. Toutes les autres provinces devront surveiller le tout de près. « Si les promesses de réformes démocratiques libérales sont réalisées, écrit M. Coyne, ceci va changer com-

ment nous sommes gouvernés. »

Les journaux anglophones se sont aussi beaucoup attardés durant les dix derniers jours sur la dernière controverse créée par le député libéral Tom Wappel. Tout a commencé quand les médias ont appris que M. Wappel (un député de Toronto qui a déjà brigué le leadership libéral en se faisant appuyer presque exclusivement par des groupes opposés au libre-choix en matière d'avortement) a refusé de l'aide à un vétéran de 81 ans de son comté en lui écrivant, dans une lettre, qu'il ne pouvait aider quelqu'un ayant voté pour l'Alliance canadienne.

L'affaire a soulevé un tollé, les commentateurs de la presse anglophone dénonçant les uns après les autres l'attitude du député face à cet homme, un vétéran qui s'est battu pour ses concitoyens, ainsi que le fait même que M. Wappel ait eu en sa possession de l'information sur le vote de cet électeur.

M. Wappel s'est finalement excusé mais pour plusieurs, ce n'était pas assez. Margaret Wenthe, chroniqueur au *Globe and Mail*, a écrit une chronique vitriolique où elle invente des lettres possibles de M. Wappel à sa mère ou à sa soeur, toutes plus insensibles les unes que les autres.

Edward Greenspon, un autre commentateur du *Globe*, a écrit quant à lui que M. Wappel avait dépassé les limites de l'arrogance et que l'attitude du premier ministre Jean Chrétien à son endroit a été trop indulgente. « M. Wappel devrait s'expliquer franchement et complètement. Il est de sa responsabilité de décrire son système pour récolter de l'information sur ses commettants et aussi de détruire toute l'information qu'il possède sur les préférences électorales de ses électeurs. Après cela, M. Chrétien devrait quand même l'expulser du caucus. Ses excuses sont insuffisantes », a écrit le chroniqueur. Selon M. Greenspon, M. Wappel a



PHOTO PC

Les libéraux de Gordon Campbell ont remporté une victoire écrasante en Colombie-Britannique, lors du scrutin général de mercredi. Les néo-démocrates ont réussi à ne conserver que trois sièges des 39 qu'ils détenaient au moment de la dissolution de la Chambre.

nié les principes fondamentaux de la démocratie de façon si grave que M. Chrétien ne

doit pas réagir en gestionnaire mais selon des principes.

Ensuite, comment passer sous silence les problèmes de l'Alliance canadienne qui exaspèrent de plus en plus les journalistes.

Jeffrey Simpson du *Globe* a décidé d'appeler un chat un chat. « Stockwell Day est fini comme leader de l'Alliance canadienne », a-t-il écrit mercredi. Selon M. Simpson, M. Day n'a plus aucune chance devant la rébellion de ses députés. « Il pourrait se battre et rester. Mais pourquoi ? Un leader qui ne peut garder son caucus uni ne fait que différer constamment son départ. »

En terminant, une autre personnalité canadienne pas du tout de gauche vient ajouter son nom à la liste des libre-échangistes qui ont des réserves face à la négociation d'un traité de libre-échange des Amériques. Cette fois, il s'agit de William Thorsell, président du Musée royal de l'Ontario et ancien rédacteur en chef du *Globe and Mail*.

Dans un long article publié dans le *Globe*, il écrit que selon une nouvelle étude d'un groupe d'Ottawa spécialisé dans les recherches sur les niveaux de vie, celui des Canadiens a diminué depuis l'entrée en vigueur du libre-échange comparé à celui des Américains (l'étude se base sur le PNB par habitant). M. Thorsell souligne aussi comment, si les protections canadiennes dans plusieurs secteurs disparaissaient (les banques par exemple), les centres de décisions disparaîtraient vers les États-Unis.

« Le libre-échange n'était pas vraiment un choix en 1988, c'était une évolution mondiale qui s'en venait au Canada. L'accepter était la meilleure chose à faire. Mais certaines des données et des tendances qui sont apparues depuis nécessitent qu'on s'y attarde franchement et qu'on réfléchisse sérieusement, malgré les réticences de tous ceux qui appuient le libre-échange. »

Toronto commence à bien aimer le basketball

Voici la traduction d'un texte paru dans le *Globe and Mail* du lundi 14 mai 2001.

STEPHEN BRUNT

Je n'ai pas encore entendu un conducteur de métro crier « allez les Raps » sur son mégaphone comme certains le faisaient le soir où les Leafs de Toronto ont joué une sixième partie contre New Jersey. Je n'ai pas non plus entendu un seul klaxon le soir d'une victoire des Raptors, alors qu'il y avait un choeur digne d'un *Américain à Paris* quand les Buds ont gagné la première partie des séries contre les Sénateurs d'Ottawa. (...)

Et je dois encore évaluer si les gens qui vivent à l'extérieur du grand Toronto se préoccupent le moins du sort de la fran-

chise de Toronto de la National Basketball Association.

Donc la transformation n'est pas encore complète. Ceci n'est pas la Ville du basketball et ceci est loin d'être le pays du basketball, à part pour le bon vieux Dr. Naismith.

Mais ça s'en vient et quiconque a des doutes n'a pas eu le privilège d'avoir assisté à une des trois dernières parties des Raptors au Centre Air Canada.

Il n'y a jamais eu de foule comme celle là, que ce soit dans un passé récent ou même plus lointain où la bonne tenue et la retenue étaient de rigueur, et dans aucun autre sport non plus.

Ils comprennent et ils sentent le

jeu et actuellement, il y a beaucoup à comprendre et à ressentir, qu'on parle du spectaculaire retour contre les Nicks de New York durant le premier tour des séries ou des performances de virtuose de Allen Iverson et de Vince Carter durant la deuxième et la troisième partie des demi-finales de conférence contre les 76ers de Philadelphie. Et même hier après-midi ce fut le cas durant une partie moins spectaculaire, où il y a eu des changements subtils et un accent mis sur la défensive.

Après que les 76ers eurent clos le tout en gagnant au pointage de 84 contre 79, ce qui a égalisé la série à deux partout, on a demandé à Iverson si c'était difficile de venir à Toronto et de gagner.

« Nous avons dû jouer chez eux, a-t-il dit, c'est très bruyant ici et c'est très difficile de penser comme il faut. »

Bruyant. À Toronto. La ville où

Dave Winfield devait supplier pour avoir du bruit, où les parties de hockey ont si souvent été jouées dans quelque chose qui ressemblait à un silence officiel.

La vraie différence entre maintenant et les premiers jours des Raptors, quand les gens venaient surtout voir les vedettes en visite, c'est le niveau de participation. Pas de la participation motivée par l'embalage bruyant habituel des parties de la National Basketball Association mais une participation qui est là parce que les gens ont saisi l'âme du sport. (...)

(À un moment de la partie d'hier) les Raptors ont chargé et à ce moment, la foule est devenue une partie du jeu. Il y a eu les cris quand Chris Child a réussi un panier de trois points et a ainsi égalisé à 78 avec 2 minutes 44 à jouer dans le quatrième quart. Il y a eu aussi le grognement quand Iverson

a compté lui aussi un trois points qui a ramené Philly en avance pour de bon. Et il y a eu les hurlement de protestation quand Oakley a volé le ballon et, pour une raison quelconque, s'est senti obligé de dribbler à l'autre bout du terrain avant de redonner le ballon, la dernière de ses crampes mentales de la journée. (...)

Il n'y avait pas de mascotte, pas d'annonceur, pas de grosse monstruosité clignotante pour leur dire de faire cela. Durant les durs moments de leurs débuts, à l'époque où les Raptors jouaient dans ce qui ressemblait à un hangar pour avions, ce genre de scène aurait été inimaginable. (...)

Maintenant, avec ce qui reste des séries ce printemps, le basket est le seul sport en ville (les Jays, bénis soient-ils, arrivent à peine à respirer). Et la ville, elle, est en train de s'allumer.

À VOTRE TOUR

| LETTRE DE LA SEMAINE |

Ma voisine de lit

MICH SIROIS

L'auteure est une résidente de Québec.

Du jour au lendemain, je me suis retrouvée de l'autre bord de la clôture, derrière la file des éclopés qui se tiennent le ventre, le coeur, la tête, opérés ici ou là, ralentis, fixés sur l'organe en mal de santé.

Moi, c'est le ventre. On l'a ouvert pour en retirer un petit tas de cochonneries qui portent le nom épeurant de « tu-meur ». Je me réveille liée à quatre tuyaux qui prennent la relève de ma carcasse : l'un d'eux m'apporte de l'oxygène, le deuxième des vitamines, mon urine est recueillie par le troisième et le dernier est relié à une pompe antidouleur. Quand j'ai mal, je pompe. Quand j'ai peur d'avoir mal, je pompe encore. C'est supposé soulager mais ça m'embrouille l'esprit, m'apportant rêves bizarres et confusion. C'est le prix pour ne pas souffrir.

Tôt après l'ouverture du ventre, dès le surlendemain, je me lève du lit au fauteuil. Faut reconquérir son autonomie au plus vite, on n'est pas à l'hôtel ici. Je l'ignore à ce moment-là mais ma pompe à drogue, débranchée par mégarde, ne fonctionne pas. Cette pompe anesthésie-t-elle aussi les émotions ? Est-ce à cause de ça que je me mets à brailler toutes mes larmes sur mon sort ; pas moyen d'arrêter d'hoqueter, de renifler, de lâcher des sons plaintifs ? Après quelques minutes, alerté par ce concert larmoyant, un préposé s'arrête près de moi : « Avez-vous reçu une mauvaise nouvelle madame ? » « Hé oui, quelqu'un que je connais bien... un cancer... » (...devine qui, espèce de tarte !). Moi qui ai un besoin intense d'une main sur ma main (peu importe la main, peu importe la personne, qu'elle compatisse sincèrement avec moi ou qu'elle fasse mentalement sa liste d'épicerie), je l'ai fait fuir. Plus tard, toujours occupée à inonder de larmes ma jaquette bleue, une infirmière vient me la prendre cette main, pour me piquer. La veine, au milieu du bras fuit l'aiguille, alors elle s'attaque au poignet, de plus en plus stres-

sée, une fois, deux fois, trois fois, « excusez-moi de vous faire mal ». Plus elle me fait mal, moins je pleure. À la fin, le poignet est bleu et mes larmes sèches. Je n'ose quand même pas la remercier de m'avoir fait tant de bien, elle me prendrait pour une maso.

Après le départ de ma tortionnaire, ma voisine de lit, témoin silencieux de la scène, manifeste soudainement sa présence : « Je vais prier pour vous, ça peut pas vous faire de mal. » Je lui sors un piteux petit « merci » et ravale mes sanglots encore prêts à sortir, touchée par cette compassion inattendue.

Au fil des jours, nos commentaires sur les préposés, les infirmières, les médecins, nos doléances sur nos vies restreintes d'hospitalisées, des petits services rendus de part et d'autre font de notre relation de voisinage vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et à notre insu, son oeuvre. Elle me parle de sa dure vie des débuts du siècle, la pauvreté, la misère, l'impossibilité de s'instruire puis de son mariage avec un sans-génie qui se valorisait en la tapochant, elle me dévoile quelques bribes de sa vie avec ses enfants, de sa décision après 40 ans d'endurance de laisser choir le tapocheux, les réactions négatives de la famille. À plusieurs reprises, au cours de ces conversations, elle nomme son problème le plus constant, le plus douloureux : le manque d'affection.

« Le vôtre, y vous battais-tu ? » Et je lui raconte à mon tour des bouts de ma vie qui, malgré certains nuages lourds, s'est déroulée dans la ouate comparée à la sienne. Elle est intriguée par ma fille noire de peau, me questionne sur sa venue ici, m'assure qu'elle va réussir dans la vie « comme les autres ». Lors d'une de ses visites, elle la dispute et l'oblige à consulter un médecin pour sa jambe qui la fait souffrir, la harcelant jusqu'à ce que rendez-vous ferme soit pris.

Le matin de sa sortie, assise sur une chaise, face à l'évier, ma voisine attend le préposé qui doit venir lui laver le dos. De plus en plus autonome et remise de mes émotions postopératoires, je lui offre de le faire moi-même. Courte hésita-

tion puis acceptation. L'acte suit la parole. J'imité le préposé Daniel qui m'a lavée avec soin et délicatesse, je passe la débarbouillette lentement mais fermement dans son dos, je n'oublie pas un coin, je vais jusque sur le bord des fesses. Elle tient sa jaquette devant elle. Je rince tout ce qui a été savonné et j'essuie tout ce qui a été rincé, minutieusement, puis j'applique une crème dans son dos malgré sa crainte de faire attendre le médecin qui peut se pointer d'une minute à l'autre. Puis, nous changeons de rôle. Et c'est à mon tour de ressentir tous les sentiments bizarres qui peuvent nous venir quand on se fait frotter le dos avec autant d'amour, de gentillesse, d'affection, par une dame qu'on ne connaissait pas une semaine avant.

À l'heure du midi, sa fille et son gendre viennent la chercher pour la ramener à la maison. Depuis longtemps, sa fille qui habite près de chez elle lui rend mille services. Ce qui n'empêche pas ma voisine de bougonner : « Elle me dit toujours quoi faire, je déteste ça, moi je n'ai jamais dit à mes enfants quoi faire ». Je ne peux m'empêcher de lui faire remarquer que ce dévouement est un signe manifeste d'affection. D'une voix sans appel, elle me répond abruptement : « C'est pas ça que je veux dire et vous le savez : Je parle de la vraie affection. »

La voilà maintenant vêtue en vraie citoyenne, bagages prêts, prescriptions bien remplies, un peu nerveuse et fatiguée par toute cette agitation. En sortant de la chambre, elle vient vers moi, me regarde droit dans les yeux, ignore ma main tendue et me tire fermement vers elle. Elle me donne un de ces baisers qui traverse de bord en bord, un baiser qui prend son temps, qui ne lésine pas sur la vigueur et qui m'envoie toute une bouffée de vraie affection.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, Mme Sirois recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume *Les meilleures photos des photographes de La Presse et The Gazette*.

Jaguar : la modération aurait bien meilleur goût...

RICHARD LEGAULT

L'auteur est un Québécois.

Combien de pdg de grandes entreprises, de directeurs de banques, de hauts fonctionnaires, de ministres ou de simples quidams, ont opté, leur imaginaire nourri par la pub et par souci de faire montre de haut standing, pour une grosse cylindrée ou une bagnole de luxe ?

Il faut reconnaître que ces voitures rutilantes à faire rêver bien des automobilistes représentent le nec plus ultra des derniers gadgets techno : vidéo, TV, appareils sophistiqués de communication, confort des sièges chauffants, air filtré et climatisé, etc. Mais nous oublions que tout ça fonctionne avec un moteur brûlant des combustibles fossiles, qui, au rythme où on les utilise, nous enterreront...

Les clients, amis ou conjoints, partenaires ou employés de ces fiers propriétaires pourraient leur faire remarquer que circuler dans ces véhicules entraîne un coût : celui de polluer davantage l'air, précieuse ressource commune à tous les humains et que cela accroît l'effet de serre qui menace la planète..

Et pourtant, d'autres avenues sont accessibles : les transports collectifs existent, les véhicules hybrides ou de faible consommation, l'auto électrique, sont offerts.. mais ce n'est pas la panacée, car dans bien des endroits, ce sont des centrales au charbon ou au gaz qui produisent l'électricité nécessaire.

Le jour où la majorité de ces pdg, de ces « grands » de ce monde réaliseront qu'utiliser de telles autos rejette dans l'air quatre tonnes de CO² à chaque année et que c'est possible et souhaitable de changer de comportements, que par leurs bons exemples, (par exemple, pourquoi pas fournir à leurs employés un appui à l'achat de vélos électriques ?), ils pourraient eux aussi, contribuer à la préservation des ressources de notre précieuse atmosphère, l'humanité aura franchi un pas important.

En attendant, le citoyen ordinaire se demande pourquoi nos gouvernements n'osent pas surtaxer toutes ces grosses cylindrées, ces 4 X 4 ou autres bolides qui sillonnent nos routes...

Deux codes de la route

CHRISTIANE FRENETTE

L'auteure habite à Saint-Gabriel-de-Brandon.

Je ne suis pas du tout d'accord avec M. Chevette lorsqu'il dit que les Québécois ont prouvé leur responsabilité sur la route. Je demeure dans la région de Joliette. La semaine dernière, j'attendais à un passage à niveau sur le chemin des Prairies entre la rue Saint-Thomas et le boulevard Firestone. J'attendais car il y avait annonce de passage de train : les lumières rouges clignotaient et il y avait un signal sonore. Il n'y a pas de barrière, comme à beaucoup d'autres endroits à Joliette. On m'a klaxonné. On m'a fait des doigts d'honneur. On a été très impoli à mon endroit. Mais tous ces bons conducteurs prudents et responsables, en dépassant mon véhicule par la droite prenait la peine d'arrêter au passage à niveau et de se casser le cou pour voir si le train arrivait.

Je me suis dit que le code de la route avait été modifié. Peut-être n'étais-je pas dans l'obligation d'arrêter ?

Peut-être avais-je le privilège de passer tout droit au passage à niveau malgré les feux clignotants ? Jusqu'à ce que, joie suprême, un autobus scolaire venant en sens inverse fasse comme moi. J'ai été rassurée mais pas confortée car les insultes devenues silencieuses n'en étaient pas moins claires. Il y a au Québec, M. Chevette, deux codes de la route : celui de l'obligation et celui du privilège. Celui de la politesse et celui de l'impatience. Lorsque mon véhicule sera en tête de file sur une voie de droite et que je continuerai ma route, je penserai à vous, M. Chevette, lorsque les automobilistes qui auront le privilège de tourner à droite et qui seront derrière moi me montreront tout le civisme qu'ils ont oublié. Au fait, ma fille de 10 ans qui était avec moi, fut figée d'horreur lorsqu'elle vit un gamin d'environ 5 ans suivre l'exemple des adultes et traverser à pied le passage à niveau interdit.



Guy Chevette

FRANÇOIS ST-PIERRE

L'auteur habite à Anjou.

Récemment, prenait fin l'émission *La Tour de Babel*. Pour cette dernière, l'animateur René Daniel Dubois posait la question suivante : s'il y a une urgence prédominante, quelle est-elle ? Plusieurs idées lumineuses y ont été discutées, voici la mienne : la recherche de la vérité.

Prenons trois catégories distinctes : 1) histoire et religion, 2) médias et publicité et 3) politique et système judiciaire.

On pourrait commencer en organisant un grand débat entre chefs spirituels, scientifiques et historiens. Je pense que la majorité des gens ont conservé une certaine foi en Dieu mais sont pour le moins confus face aux croyances anciennes que nous a transmis l'Église catholique. Je crois qu'il serait intéressant pour beaucoup de personnes de démêler les faits véridiques des croyances anciennes et de clarifier ce qui reste de notre foi. Ainsi peut-être pourrions-nous retrouver une certaine paix envers la religion et renouer avec certains rites. La même logique s'impose quant à l'histoire. Ici, on devrait recommencer et rééduquer les adultes autant que les jeunes à partir de l'héritage des Premières Nations. Nous devons reconnaître que les autochtones nous ont légué un environnement beaucoup plus sain après des milliers d'années d'occupation que ce que nous avons bâti en 350 ans.

Ensuite nous devons analyser ce que nos médias diffusent. Nous avons rejeté ce qui nous semblait abusif de la part de l'Église mais nous avalons pratiquement n'importe quoi de la part des publicitaires. Pire, nous y exposons nos enfants sans retenue. Il n'existe pratiquement aucune activité culturelle ou sportive qui ne soit associée à des produits dont l'usage est souvent nocif ou, à tout le moins, discutable. On associe des personnages crédibles à des messages que ceux-ci n'ont pas analysé, mais qu'on endosse aveuglément. Exemples : sport, bière, course, cigarette, athlète, fast-food, chanson, lait, etc.

Questions : Est-ce que tous les « chanteurs-lait » sont à 100 % d'accord avec les bienfaits du lait ? En connaissent-ils toutes les implications ? Est-ce que tous les joueurs d'hockey sont d'accord pour promouvoir une marque de bière. Il me semble que les plus grands amateurs de bière sont rarement les plus grands athlètes. N'y a-t-il pas quelque chose de mensonger à faire ce type d'associations et à les diffuser de façon constante ? On en vient à accepter une pub qui nous dit : « C'est ça cuisiner », en parlant de

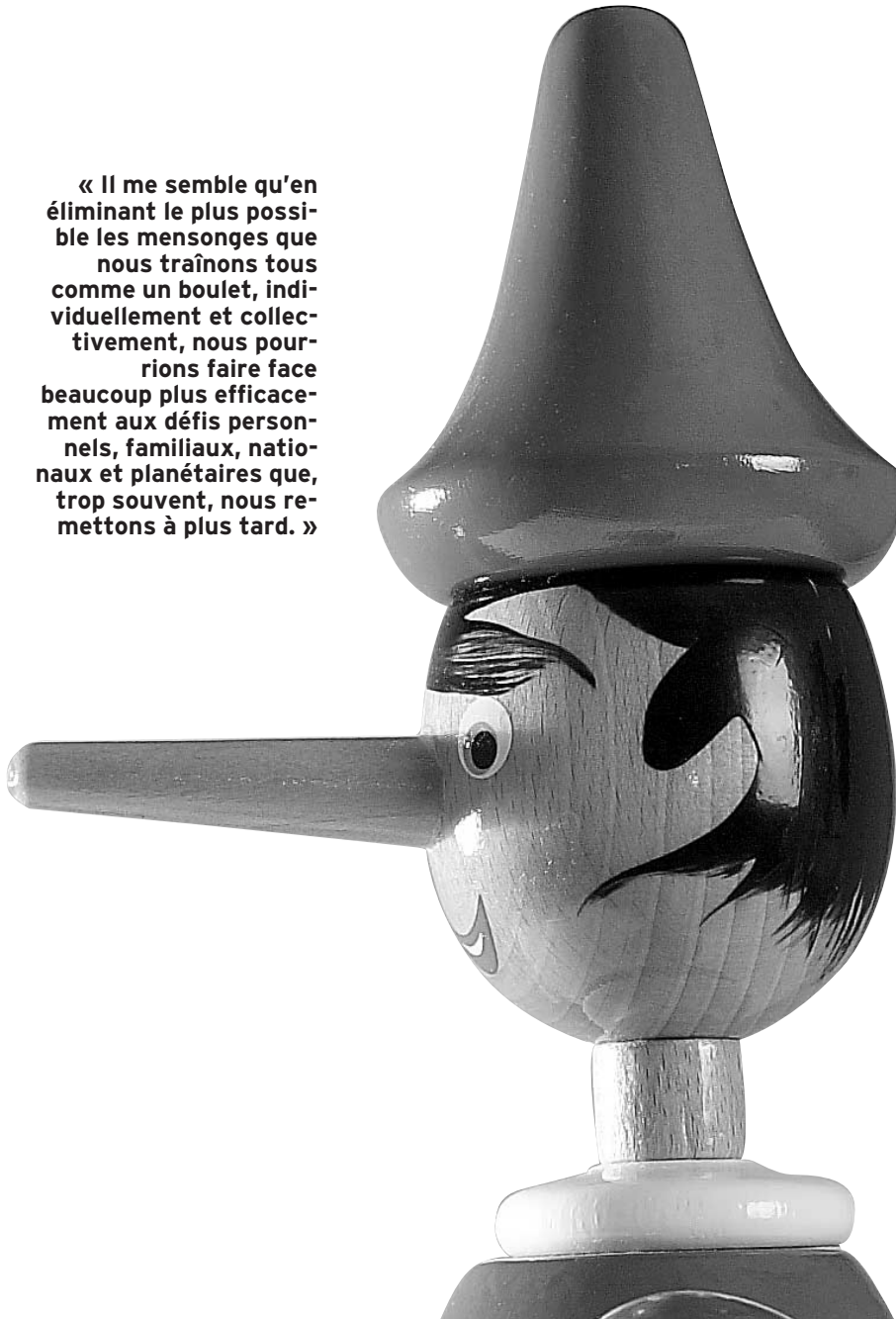
fast-food qu'on réchauffe au micro-onde. Ne perd-on pas notre sens critique ?

Enfin, au niveau politique et judiciaire, il suffit de regarder quelques minutes de débats à l'Assemblée nationale ou n'importe quel procès à la télé pour constater que ces systèmes sont désuets. Étant donné qu'une partie doit dire exactement le contraire de l'autre, on encourage systématiquement l'utilisation du mensonge ou des demi-vérités. Cela nous coûte une fortune en perte de temps et d'énergie. Nous devons et nous pouvons trouver mieux. Peut-être devrions-nous prendre conseil chez les

gens les plus créatifs parmi nous (chercheurs, penseurs, astronomes, etc.) et en débattre publiquement.

En conclusion, il me semble qu'en éliminant le plus possible les mensonges que nous traînons tous comme un boulet, individuellement et collectivement, nous pourrions faire face beaucoup plus efficacement aux défis personnels, familiaux, nationaux et planétaires que, trop souvent, nous remettons à plus tard. L'être humain est capable de très grandes choses lorsqu'il évolue dans la lumière.

« Il me semble qu'en éliminant le plus possible les mensonges que nous traînons tous comme un boulet, individuellement et collectivement, nous pourrions faire face beaucoup plus efficacement aux défis personnels, familiaux, nationaux et planétaires que, trop souvent, nous remettons à plus tard. »



« Mais, ce n'était qu'un jeu ! »

ÉMILE SIMARD

L'auteur est Montréalais.

C'était une farce !

Après coup, quand on était jeune, on disait « C'était un jeu, c'était une farce ! » Et quand l'autre insistait : « Mais, tu m'as fait mal ! » nous, nous répondions : « Hé ! que tu es bébé ! Hé ! que tu as donc mauvais caractère ! Je te dis qu'avec un tel, ça aurait été bien pire ! »

Il y avait cependant des terrains qui ne pouvaient être envahis par la tentation de jouer des tours, par exemple : « On ne joue pas avec des allumettes, avec le feu, avec la vie des autres, ça ne se fait pas ! » nous disait-on. « Juste

pour rire ! » mais que de réputations amochées, avec ce festival de jeux de mots.

Par ailleurs, c'est curieux combien le jeu est pris au sérieux. Voyez combien certains hockeyeurs professionnels, ces adultes vaccinés contre la pauvreté, se disputent âprement chaque centimètre de la patinoire à coups de bâton, parfois même sur la gueule, dans le feu de l'action. Et c'est supposé n'être qu'un jeu, mais dont l'élasticité des règles s'étire jusqu'à la limite, avec la complicité des dirigeants et qui fait qu'en avril, mai et juin de chaque année, une surface glacée se transforme en champ de bataille pour gladiateurs et amateurs de sport extrême.

Au cours du magnifique télé-théâtre

Toi et tes nuages, présenté en reprise à la SRC, le dimanche 6 mai, le personnage d'Ernestine présente le même argument que Loto-Québec nous sert ces temps-ci (en attendant de sortir les autres qui sont déjà prêts, mais je ne gagerais pas là-dessus). « Mais, ce n'était qu'un jeu ! » et ce avec la complicité de sa soeur, pourtant si lucide. Et pour celui qui s'est suicidé récemment dans le stationnement du casino de Montréal c'était juste le jeu : la bourse ou sa vie ? Jusqu'à combien de morts, de commissions d'enquêtes et d'études, de débats de société, ma soeur Anne avant qu'on nous sorte encore : « Avec la mafia, c'était et ça sera bien pire encore ! » Avec une telle prémisse, si elle est acceptée, bâtir une argutie devient... un jeu d'enfant.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Francis Boulva

Malgré ses dix-huit ans, Francis Boulva, élève passionné d'astronomie, accumule honneurs et bourses en reconnaissance de ses efforts dans le domaine scientifique.

JEAN-PAUL SOULIÉ

À dix-huit ans, Francis Boulva se considère comme un vétéran des Expo-sciences. Il vient de participer cette semaine à Kingston, en Ontario, à sa vingt-troisième, et son projet Champagne Galactique a remporté un autre succès auprès des juges de la compétition pancanadienne. Il a reçu la médaille d'argent des projets seniors en sciences physiques, le Prix d'excellence de la Société Royale d'Astronomie du Canada, et le Prix des projets seniors de l'Association canadienne des physiciens. Ces honneurs viennent s'ajouter à tous ceux que Francis a gagné récemment: ce mois de mai 2001 a été riche en reconnaissances prestigieuses de ses efforts par le monde scientifique. Une énumération s'impose. Première semaine de mai, Francis décroche le premier prix Bell de la Super Expo-sciences Bell édition 2001. Une bourse de 1 500\$ accompagne cet honneur et Francis se qualifie pour la compétition pancanadienne qui vient de se terminer, et il est invité, avec 19 autres jeunes scientifiques, à participer à l'Expo-sciences internationale qui se tiendra à Grenoble, en France, en juillet prochain. En attendant, le jeune cégépin de deuxième année du collège Brébeuf a été invité, pour la deuxième semaine de mai, à représenter l'Équipe Canada de la Fondation Sciences Jeunesse Canada lors de l'Intel International Engineering and Science Fair qui s'est déroulée à San Jose, en Californie. Dans cette compétition de très haut niveau, Francis a mérité le Pinnacle Award, une bourse d'études de 50 000 \$ US pour n'importe quelle université américaine, un ordinateur portable, le premier prix de la Société américaine d'astronomie,

une autre bourse pour la qualité écrite de son projet, une mention d'honneur de la National Aeronautics and Space Administration (la NASA), et une troisième place dans la catégorie Sciences de la terre et de l'espace. *La Presse* nomme Francis Boulva, élève passionné d'astronomie **Personnalité de la semaine**. Si mai 2001 lui amène une abondante moisson d'honneurs et de bourses, Francis Boulva avait déjà été reconnu auparavant par le monde scientifique. L'an dernier, il avait mérité la bourse Hubert-Reeves du collège Brébeuf, décernée pour la première fois, et une autre bourse universitaire de 43 000 \$ par le Detroit Technologic Institute. C'est que depuis cinq ans, avec l'aide du Conseil du loisir scientifique, le jeune chercheur n'a pas chômé. Son projet de Champagne Galactique est une recherche d'étoiles massives, appelées «Wolf-Rayet». Il en a étudié les bulles de gaz qui les entourent, ce qui constitue une grande innovation dans la détection de ces nébuleuses. «Tout ça, dit-il, sur des images fournies par des radiotélescopes de Colombie Britannique, en consortium avec l'Université de Montréal ». La reconnaissance de ces objets a été rendue possible par un logiciel dont il a eu l'idée, mais qui a été écrit et réadapté par un spécialiste. «Je n'ai pas pu aller assister à la prise des données, mais il y a deux ans j'ai eu accès à l'Observatoire du mont Mégantic pendant une semaine. À cette époque-là, j'étudiais les quasars, des objets très exotiques.» «La reconnaissance des pairs, c'est bien, dit Francis. Mais entrer en contact, nous, étudiants pré-universitaires avec les vrais de vrais, les chercheurs du milieu universitaire, c'est fantastique.» Et il remercie, d'une traite, tous ceux qui lui ont



«La reconnaissance des pairs, c'est bien, dit Francis. Mais entrer en contact, nous, étudiants pré-universitaires avec les vrais de vrais, les chercheurs du milieu universitaire, c'est fantastique.»

ouvert ces portes prestigieuses : Martine Brousseau, qui s'occupe des laboratoires au secondaire au collège Brébeuf, le CDLS, Bell Canada, Intel Canada, le Conseil national de recherche scientifique et d'ingénierie et l'Alberta Energy Corporation, qui ont permis l'éclosion du projet Champagne Galactique et les Expo-sciences qui l'ont mis en lumière. Avant sa dernière année à Brébeuf, où il va passer un bac international très axé sur les littératures et les philosophies du monde, et où son jeune frère de quatorze ans poursuit son secondaire, Francis va faire un stage de deux mois en physique des

particules à l'Université de Montréal. Il s'agit de construire un détecteur de rayons gamma qui sera envoyé dans la Station spatiale internationale. Il fera ensuite face à un dilemme : quoi choisir? Le problème ne devrait pas plonger la famille Boulva, papa ingénieur, maman directrice de marketing, dans l'anxiété. Physique, médecine, sciences biomédicales? Francis rêve d'un doctorat multidisciplinaire. Après le Champagne Galactique, un cocktail de sciences. À moins que sa passion pour l'astronomie ne l'entraîne encore très loin à travers les galaxies, à la recherche de nouvelles étoiles.



Photomontage La Presse

